

Rapport de gestion

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	7
--	---

Gestion de patrimoine

Revue des activités	17
Revue des résultats d'exploitation du secteur	25

Gestion d'actifs

Revue des activités	30
Revue des résultats d'exploitation du secteur	38

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation du secteur	43
---	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	45
Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	48
Gestion des risques	53
Le cadre des services financiers	70
Estimations et méthodes comptables critiques	73
Contrôle interne à l'égard de l'information financière	73
Autres renseignements	73

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2025 et pour le trimestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc. déposé sur le site www.sedarplus.ca. L'analyse présentée dans ce rapport de gestion au 31 mars 2025 et pour le trimestre clos à cette date est datée du 8 mai 2025.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire*, et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM », « IGM » ou la « Société ») et, s'il y a lieu, de ses filiales et de ses investissements stratégiques. Les déclarations prospectives sont fournies afin de vous aider à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs, y compris les visées et priorités environnementales, sociales et stratégiques, pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société, de ses filiales et de ses investissements stratégiques, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société,

de ses filiales et de ses investissements stratégiques ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou les conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, des risques environnementaux et sociaux, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, l'incidence des relations commerciales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosions de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales, ainsi que par ses investissements stratégiques pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Prière de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Nous vous prions également d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas vous fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatifs sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedarplus.ca.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières

Ce rapport contient des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des ratios non conformes aux normes IFRS qui n'ont pas de définition normalisée en vertu des Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS ») et, par conséquent, ils pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures et ces ratios sont utilisés afin de donner à la direction, aux investisseurs et aux analystes de placement des mesures additionnelles pour évaluer le rendement.

Les mesures financières non conformes aux normes IFRS comprennent, sans s'y limiter, le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice net ajusté », le « bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat », le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et le « bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente »). Ces mesures ne tiennent pas compte des autres éléments qui sont non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Avec prise d'effet au premier trimestre de 2024, ces mesures excluent également la quote-part revenant à la Société des éléments que Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco ») exclut de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental de Lifeco. Le bénéfice fondamental est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Les chiffres des périodes correspondantes ont été retraités afin de refléter ce changement. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie.

Les ratios non conformes aux normes IFRS comprennent ce qui suit :

Ratio	Numérateur	Dénominateur
Bénéfice ajusté par action (BPA ajusté)	Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, après dilution
Rendement (rendement ajusté) des capitaux propres	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle
Rendement des capitaux propres (rendement ajusté des capitaux propres), compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Bénéfice net (bénéfice net ajusté) attribuable aux actionnaires ordinaires	Capitaux propres moyens, compte non tenu des participations ne donnant pas le contrôle et de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS, y compris les composantes des ratios non conformes aux normes IFRS, et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1, 2 et 3.

Ce rapport contient également d'autres mesures financières, notamment :

- **L'« actif géré et l'actif sous services-conseils »** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM, soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.
- **L'« actif sous services-conseils »** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de notre entreprise principale du secteur Gestion de patrimoine.
- **L'« actif géré »** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation dans les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.
- **Le fonds de roulement**, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, à l'exclusion des actifs et des passifs qui ne reflètent pas les activités continues.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers et conseillères et la clientèle qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels partout dans le monde. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. Le secteur Gestion de patrimoine de la Société comprend IG Gestion de patrimoine (« IG ») et les investissements stratégiques dans Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »). Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie (« Mackenzie ») et les investissements stratégiques dans China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »). La Société détient également une participation dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM avaient atteint un sommet de 503,6 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 422,8 G\$ au 31 mars 2024 et à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024, comme il est présenté dans le tableau 5.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 275,0 G\$ au 31 mars 2025, un sommet trimestriel dans l'histoire de la Société, comparativement à 252,2 G\$ au 31 mars 2024 et à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. Pour le premier trimestre de 2025, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 274,7 G\$, comparativement à 245,0 G\$ pour le premier trimestre de 2024 et à 269,3 G\$ pour le quatrième trimestre de 2024.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est chiffré à 233,8 M\$, ou 0,98 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 223,4 M\$, ou 0,94 \$ par action, pour la période correspondante de 2024. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 254,7 M\$, ou 1,07 \$ par action.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (une mesure

non conforme aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » et au tableau 1), à l'exception des autres éléments décrits ci-dessous, s'est établi à 237,8 M\$, ou 1,00 \$ par action, deux résultats records pour un premier trimestre, comparativement au bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires de 224,5 M\$, ou 0,94 \$ par action, pour la période correspondante de 2024, soit une augmentation de 6,4 % du bénéfice ajusté par action. Le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires du trimestre considéré représente une baisse de 4,8 % du bénéfice ajusté par action, par rapport à 250,0 M\$, ou 1,05 \$ par action, pour le trimestre clos le 31 décembre 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les autres éléments consistent en un montant de (4,0) M\$ représentant la quote-part revenant à la Société des éléments que Lifeco exclut de son bénéfice fondamental (les autres éléments liés à Lifeco). Lifeco exclut certains éléments de son bénéfice net comptabilisé selon les normes IFRS aux fins du calcul du bénéfice fondamental, qui est une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca.

Les autres éléments liés à Lifeco peuvent inclure l'incidence liée aux marchés, les variations des hypothèses et la prise de mesures par la direction, l'incidence de la transformation des activités, les profits et les pertes réalisés sur les actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, l'incidence des capitaux propres et des intérêts sur l'évaluation des actifs et des passifs excédentaires, l'amortissement des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée liées aux acquisitions, les charges significatives liées à des questions juridiques, à des pertes de valeur et à l'impôt, l'incidence liée aux acquisitions et aux cessions ainsi que les autres éléments qui, une fois retirés, aident à expliquer les activités sous-jacentes de Lifeco.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, les autres éléments comprenaient les autres éléments liés à Lifeco de (1,1) M\$.

Les autres éléments pour le trimestre clos le 31 décembre 2024 comprenaient la consolidation de

Tableau 1 : Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS

	Trimestres clos les		
	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024
<i>(en M\$, sauf le bénéfice par action)</i>			
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	237,8 \$	250,0 \$	224,5 \$
Autres éléments liés à Lifeco	(4,0)	–	(1,1)
Consolidation de pertes fiscales	–	4,7	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	233,8 \$	254,7 \$	223,4 \$
Bénéfice ajusté par action¹	1,00 \$	1,05 \$	0,94 \$
Autres éléments liés à Lifeco	(0,02)	–	–
Consolidation de pertes fiscales	–	0,02	–
Bénéfice par action²	0,98 \$	1,07 \$	0,94 \$
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué <i>(en milliers)</i>	238 233	238 304	238 112
BALIA avant les commissions de vente¹	393,6 \$	409,3 \$	374,5 \$
Commissions fondées sur les ventes versées	(34,2)	(34,4)	(33,2)
BALIA après les commissions de vente¹	359,4	374,9	341,3
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	34,2	34,4	33,2
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(27,8)	(27,3)	(25,4)
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(24,7)	(23,7)	(23,6)
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	341,1	358,3	325,5
Charges d'intérêts ³	32,0	32,5	32,3
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat¹	309,1	325,8	293,2
Impôt sur le résultat	69,6	75,1	67,3
Bénéfice net ajusté¹	239,5	250,7	225,9
Autres éléments liés à Lifeco	(4,0)	–	(1,1)
Consolidation de pertes fiscales	–	4,7	–
Bénéfice net	235,5	255,4	224,8
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	1,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	233,8 \$	254,7 \$	223,4 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Bénéfice dilué par action.

3. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

pertres fiscales de 4,7 M\$ relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.

Le total des capitaux propres se chiffrait à 8,0 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 7,9 G\$ au 31 décembre 2024. Le rendement ajusté des capitaux propres (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières ») pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établi à 12,1 %, contre 13,3 % pour la période correspondante de 2024. Le rendement ajusté des capitaux propres, compte non tenu de l'incidence des investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (un ratio non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes

aux normes IFRS et autres mesures financières »), pour le trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établi à 13,7 %, comparativement à 14,2 % pour la période correspondante de 2024. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2025 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2024.

Aperçu des marchés

De façon générale, les rendements des marchés des capitaux ont été positifs pour le premier trimestre de 2025 :

- L'indice composé de rendement total S&P/TSX a augmenté de 1,5 % au premier trimestre de 2025. En 2024, l'indice avait affiché une hausse de 6,6 % pour le premier trimestre et de 21,6 % pour l'exercice.

- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice de rendement total S&P 500, ont diminué de 4,3 % au premier trimestre de 2025. En 2024, ils avaient enregistré une hausse de 10,6 % pour le premier trimestre et de 25,0 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers européens, représentés par l'indice de rendement total MSCI Europe (net), ont progressé de 5,9 % au premier trimestre de 2025. En 2024, ils avaient enregistré une hausse de 7,6 % pour le premier trimestre et de 8,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers asiatiques, représentés par l'indice de rendement total MSCI AC Asia Pacific (net), ont augmenté de 0,9 % au premier trimestre de 2025. En 2024, ils avaient progressé de 5,0 % au premier trimestre et de 9,6 % pour l'exercice.
- Les marchés boursiers chinois, représentés par l'indice de rendement total CSI 300 (net), ont diminué de 1,0 % au premier trimestre de 2025. En 2024, ils avaient augmenté de 3,1 % au premier trimestre et de 17,9 % pour l'exercice.
- L'indice obligataire universel de rendement total FTSE TMX Canada a augmenté de 2,0 % au premier trimestre de 2025. En 2024, il avait reculé de 1,2 % au premier trimestre et augmenté de 4,2 % pour l'exercice.
- Les placements de notre clientèle ont obtenu un rendement moyen de 0,4 % au premier trimestre de 2025. En 2024, le rendement des placements de la clientèle avait été de 5,7 % pour le premier trimestre et de 15,5 % pour l'exercice.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté de 1,7 %, passant de 270,4 G\$ au 31 décembre 2024 à 275,0 G\$ au 31 mars 2025. Se reporter au tableau 27 pour consulter la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM.

Secteurs à présenter

Les secteurs à présenter de la Société sont Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Activités internes et autres. Ces secteurs tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2 et 3).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de planification financière et de services connexes aux épargnants. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine, une organisation de distribution au détail qui offrent

des services aux ménages canadiens par l'entremise de son courtier en valeurs mobilières, de son courtier en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans Rockefeller et Wealthsimple. Rockefeller est classée à titre de participation dans une entreprise associée et comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, et la quote-part du bénéfice est incluse dans les produits. Wealthsimple est classée à titre de participation comptabilisée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et, par conséquent, n'a aucune incidence sur le bénéfice par secteur.

- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités de son entreprise principale et les investissements stratégiques qui sont principalement axés sur la prestation de services de gestion de placements. Ce secteur comprend les activités de Placements Mackenzie qui fournit des services de gestion de placements pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels. Ce secteur comprend également les investissements stratégiques de la Société dans ChinaAMC et Northleaf, qui sont classés comme des participations dans des entreprises associées et comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du bénéfice de ces participations est incluse dans les produits du secteur.
- **Activités internes et autres** – Ce secteur représente principalement les participations dans Lifeco et Portage Ventures LP, ainsi que les écritures d'élimination liées à la consolidation. Le capital non attribué de la Société est aussi compris dans ce secteur.

L'« actif géré et l'actif sous services-conseils » représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés des entreprises principales de la Société financière IGM,

Tableau 2 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024

<i>Trimestres clos les (en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	642,8 \$	584,5 \$	– \$	– \$	(3,3)\$	(1,9)\$	639,5 \$	582,6 \$
Gestion d'actifs	–	–	284,4	267,9	(26,5)	(26,0)	257,9	241,9
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(83,7)	(79,3)	(1,4)	(0,8)	(85,1)	(80,1)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	200,7	188,6	(27,9)	(26,8)	172,8	161,8
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,1	5,3	1,5	6,5	4,2	3,8	7,8	15,6
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,7)	(5,1)	39,0	34,0	24,5	23,9	59,8	52,8
	641,2	584,7	241,2	229,1	(2,5)	(1,0)	879,9	812,8
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	275,1	244,2	26,2	21,4	–	–	301,3	265,6
Activités et services de soutien	117,9	115,0	97,1	88,5	0,8	0,4	215,8	203,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	51,5	45,3	1,4	1,3	(31,2)	(28,8)	21,7	17,8
	444,5	404,5	124,7	111,2	(30,4)	(28,4)	538,8	487,3
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	196,7	180,2	116,5	117,9	27,9	27,4	341,1	325,5
Charges d'intérêts ²	25,5	25,8	6,5	6,5	–	–	32,0	32,3
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	171,2	154,4	110,0	111,4	27,9	27,4	309,1	293,2
Impôt sur le résultat	46,9	43,2	21,8	23,2	0,9	0,9	69,6	67,3
Bénéfice net ajusté ¹	124,3	111,2	88,2	88,2	27,0	26,5	239,5	225,9
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	1,7	1,4	–	–	1,7	1,4
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	124,3 \$	111,2 \$	86,5 \$	86,8 \$	27,0 \$	26,5 \$	237,8	224,5
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Autres éléments liés à Lifeco							(4,0)	(1,1)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							233,8 \$	223,4 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

soit IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou distribue des produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de la présentation de la Société financière IGM. Ainsi, les mêmes épargnes de la clientèle qui sont détenues dans différentes entreprises principales de la

Société financière IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

L'«**actif sous services-conseils**» est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes de la clientèle de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

Tableau 3 : Résultats d'exploitation consolidés par secteur – Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

<i>Trimestres clos les (en M\$)</i>	Gestion de patrimoine		Gestion d'actifs		Activités internes et autres		Total	
	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2025	31 déc. 2024
Produits								
Gestion de patrimoine	642,8 \$	650,3 \$	– \$	– \$	(3,3)\$	(2,8) \$	639,5 \$	647,5 \$
Gestion d'actifs	–	–	284,4	288,3	(26,5)	(26,7)	257,9	261,6
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(83,7)	(84,0)	(1,4)	(1,2)	(85,1)	(85,2)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	200,7	204,3	(27,9)	(27,9)	172,8	176,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,1	3,3	1,5	8,5	4,2	5,5	7,8	17,3
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,7)	(2,4)	39,0	29,2	24,5	26,3	59,8	53,1
	641,2	651,2	241,2	242,0	(2,5)	1,1	879,9	894,3
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	275,1	274,1	26,2	24,2	–	–	301,3	298,3
Activités et services de soutien	117,9	118,4	97,1	97,1	0,8	1,0	215,8	216,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	51,5	50,5	1,4	1,6	(31,2)	(30,9)	21,7	21,2
	444,5	443,0	124,7	122,9	(30,4)	(29,9)	538,8	536,0
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt¹	196,7	208,2	116,5	119,1	27,9	31,0	341,1	358,3
Charges d'intérêts ²	25,5	26,0	6,5	6,5	–	–	32,0	32,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	171,2	182,2	110,0	112,6	27,9	31,0	309,1	325,8
Impôt sur le résultat	46,9	49,3	21,8	24,4	0,9	1,4	69,6	75,1
Bénéfice net ajusté¹	124,3	132,9	88,2	88,2	27,0	29,6	239,5	250,7
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	1,7	0,7	–	–	1,7	0,7
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	124,3 \$	132,9 \$	86,5 \$	87,5 \$	27,0 \$	29,6 \$	237,8	250,0
Autres éléments¹, déduction faite de l'impôt								
Autres éléments liés à Lifeco							(4,0)	–
Consolidation de pertes fiscales							–	4,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							233,8 \$	254,7 \$

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

2. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

L'«**actif géré**» est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur supplémentaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs de la clientèle pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à

des institutions et d'autres comptes de la clientèle pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

L'**actif géré** et l'**actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques**, représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris la quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des investissements stratégiques revenant à la Société compte tenu de sa participation dans les investissements

stratégiques. Les investissements stratégiques qui en font partie sont ceux dont les activités ont surtout trait à la gestion d'actifs et à la gestion de patrimoine et comprennent ChinaAMC, Northleaf, Rockefeller et Wealthsimple. L'actif de la clientèle de Rockefeller comprend l'actif géré et l'actif sous services-conseils, ainsi que les actifs détenus à des fins de placement et ne nécessitant que des services administratifs.

Présentation financière

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance ainsi que les produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Quote-part du bénéfice des entreprises associées** – Il s'agit de la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence, y compris Lifeco, ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à la clientèle du secteur Gestion de patrimoine et d'activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives

aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des volumes de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients et clientes, ainsi que du nombre de conseillers et des relations avec la clientèle.

- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des volumes de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location. Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 4.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans

Tableau 4 : Taux d'imposition effectif

Trimestres clos les	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,62 %	26,58 %	26,59 %
Incidence des éléments suivants :			
Quote-part du résultat des entreprises associées ¹	(4,19)	(3,55)	(3,87)
Autres éléments	0,04	–	0,22
Taux d'imposition effectif – avant les autres éléments	22,47	23,03	22,94
Autres éléments liés à Lifeco	0,35	–	0,10
Consolidation de pertes fiscales	–	(1,44)	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	22,82 %	21,59 %	23,04 %

1. Comprend la quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco.

s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

Les autres éléments, qui figurent aux tableaux 2 et 3, comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre et ils ne sont pas attribués à des secteurs.

Pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, les autres éléments comprenaient les autres éléments liés à Lifeco de (4,0) M\$ et de (1,1) M\$, respectivement.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, les autres éléments comprenaient la consolidation de pertes fiscales de 4,7 M\$ relativement à l'avantage découlant des transactions de consolidation de pertes fiscales conclues entre la Société et une filiale de Power.

Total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, de la Société financière IGM se chiffraient à 503,6 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 422,8 G\$ au 31 mars 2024, comme il est présenté dans le tableau 5.

Au 31 mars 2025, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 275,0 G\$, comparativement à 252,2 G\$ au 31 mars 2024, soit une augmentation de 9,1 %, comme il est présenté au tableau 5. Au 31 mars 2025, l'actif géré s'élevait à 258,1 G\$, comparativement à 237,7 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 8,6 %.

Pour le premier trimestre de 2025, les entrées nettes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils se sont chiffrées à 4,2 G\$, comparativement à des sorties nettes de 128 M\$ au premier trimestre de 2024, comme il est

présenté au tableau 5. Pour le premier trimestre, les ventes nettes de fonds d'investissement se sont chiffrées à 859 M\$, comparativement à des rachats nets de 509 M\$ en 2024. Les flux nets et les ventes nettes sont fondés sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les rachats nets de fonds d'investissement de la Société financière IGM pour le premier trimestre de 2024 se sont établis à 332 M\$, tandis que les rachats nets liés aux comptes à gestion distincte se sont chiffrés à 157 M\$. Cette transaction n'a eu aucune incidence sur l'ensemble des flux nets de la Société financière IGM.

La Société tire également parti des actifs gérés sous-jacents des participations de la Société dans des entreprises associées, notamment ChinaAMC, Northleaf et Rockefeller, et de sa participation dans Wealthsimple, qui est classée à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société a inclus sa quote-part de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de ces investissements dans son actif géré et son actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, en fonction de sa participation directe et indirecte dans ces sociétés.

Au 31 mars 2025, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 669,8 milliards de RMB¥ (529,1 G\$), comparativement à 2 088,7 milliards de RMB¥ (391,4 G\$) au 31 mars 2024, soit une hausse de 27,8 % (35,2 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Tableau 5 : Actif géré et actif sous services-conseils

	Gestion de patrimoine ¹		Gestion d'actifs ²		Éliminations intersociétés ³		Données consolidées	
(en M\$)	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024	31 mars 2025	31 mars 2024
Trimestres clos les								
Flux bruts								
Ventes brutes de fonds communs de placement ⁴	4 907 \$	3 797 \$	2 637 \$	2 357 \$	– \$	– \$	7 544 \$	6 154 \$
Entrées brutes des courtiers	4 166	3 699	–	–	–	–	4 166	3 699
Flux nets								
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{4,5}	944	(315)	(700)	(526)	–	–	244	(841)
Créations nettes de parts de FNB	–	–	615	332	–	–	615	332
Ventes nettes de fonds d'investissement ⁶	944	(315)	(85)	(194)	–	–	859	(509)
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels ⁵	–	–	3 526	20	–	–	3 526	20
Ventes nettes des produits d'IGM	944	(315)	3 441	(174)	–	–	4 385	(489)
Autres flux nets des courtiers	(226)	361	–	–	–	–	(226)	361
Total des flux nets	718	46	3 441	(174)	–	–	4 159	(128)
Actif géré et actif sous services-conseils								
IG Gestion de patrimoine								
Actif géré ⁴	124 645 \$	113 566 \$						
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	16 884	14 455						
Actif sous services-conseils	141 529	128 021						
Placements Mackenzie								
Fonds communs de placement			60 885 \$	58 847 \$				
FNB ⁷			7 874	6 074				
Fonds d'investissement			68 759	64 921				
Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			11 787	7 966				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie			52 951	51 281				
Total des comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels			64 738	59 247				
Actif géré des tiers			133 497	124 168				
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine			85 136	79 503				
Total de l'actif géré			218 633	203 671				
Données consolidées, excluant les activités abandonnées								
Actif géré	124 645 \$	113 566 \$	218 633 \$	203 671 \$	(85 136) \$	(79 503) \$	258 142 \$	237 734 \$
Actif géré et actif sous services-conseils	141 529	128 021	218 633	203 671	(85 136)	(79 503)	275 026	252 189
Investissements stratégiques⁸								
ChinaAMC			147 077	108 798				
Northleaf			18 339	15 283				
Rockefeller	45 425	36 957						
Wealthsimple	19 851	11 013						
Éliminations intersectorielles	(8)	(6)	(398)	(309)				
	65 268	47 964	165 018	123 772	(1 711)	(1 112)	228 575	170 624
Actif géré et actif sous services-conseils consolidés, y compris les investissements stratégiques	206 797 \$	175 985 \$	383 651 \$	327 443 \$	(86 847) \$	(80 615) \$	503 601 \$	422 813 \$

1. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont présentés dans l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine et dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine.

2. Les flux du secteur Gestion d'actifs excluent les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine.

3. Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.

4. L'actif géré et les ventes nettes du secteur Gestion de patrimoine comprennent les comptes à gestion distincte.

5. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

6. Au premier trimestre de 2025, un client institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.

7. L'actif des FNB, y compris les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 17,0 G\$ au 31 mars 2025 (2024 – 13,8 G\$).

8. La quote-part de l'actif géré des investissements stratégiques comprend 27,8 % (2024 – 27,8 %) de l'actif géré de ChinaAMC, 56 % (2024 – 56 %) de l'actif géré de Northleaf, 20,5 % (2024 – 20,5 %) de l'actif de la clientèle de Rockefeller et 27,2 % (2024 – 28,5 %) de l'actif sous services-conseils de Wealthsimple.

Au 31 mars 2025, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,7 G\$, comparativement à 27,3 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 19,8 %. La Société financière IGM détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Au 31 mars 2025, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 154,4 G\$ US (222,1 G\$), comparativement à 133,4 G\$ US (180,7 G\$) au 31 mars 2024, ce qui représente une hausse de 15,7 % (22,9 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 mars 2025, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 73,0 G\$, comparativement à 38,7 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 88,6 %. La Société financière IGM détient une participation de 27,2 % dans Wealthsimple, tandis que sa participation était de 28,5 % au 31 mars 2024.

Les variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les

rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

Sommaire des résultats trimestriels

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 6 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 6, au cours des huit derniers trimestres, l'évolution de la moyenne de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

Tableau 6 : Sommaire des résultats trimestriels

	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	639,5 \$	647,5 \$	616,0 \$	590,0 \$	582,6 \$	550,0 \$	563,1 \$	552,5 \$
Gestion d'actifs	257,9	261,6	253,4	245,8	241,9	234,3	239,9	238,7
Charge de rémunération des courtiers	(85,1)	(85,2)	(82,8)	(81,1)	(80,1)	(76,7)	(78,6)	(79,5)
Gestion d'actifs – produits nets	172,8	176,4	170,6	164,7	161,8	157,6	161,3	159,2
Produits tirés des placements nets et autres produits	7,8	17,3	10,1	10,0	15,6	10,6	7,9	8,1
Quote-part du résultat des entreprises associées	59,8	53,1	61,4	55,7	52,8	56,6	49,2	48,8
	879,9	894,3	858,1	820,4	812,8	774,8	781,5	768,6
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	301,3	298,3	278,3	278,5	265,6	253,2	253,3	254,0
Activités et services de soutien	215,8	216,5	211,4	205,9	203,9	208,8	196,4	195,4
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	21,7	21,2	20,0	19,1	17,8	16,7	16,8	16,4
Charges d'intérêts ¹	32,0	32,5	32,4	32,2	32,3	32,5	32,5	30,1
	570,8	568,5	542,1	535,7	519,6	511,2	499,0	495,9
Bénéfice avant les éléments suivants	309,1	325,8	316,0	284,7	293,2	263,6	282,5	272,7
Autres éléments liés à Lifeco	(4,0)	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–	–	–	–
Charges de restructuration et autres charges	–	–	–	–	–	–	–	(103,3)
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	–	–	–	(6,2)
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	–	15,1
Bénéfice avant impôt sur le résultat	305,1	325,8	311,1	280,5	292,1	257,6	271,8	172,4
Impôt sur le résultat	69,6	70,4	71,2	63,2	67,3	56,0	60,4	35,4
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	235,5	255,4	239,9	217,3	224,8	201,6	211,4	137,0
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	–	–	–	–	–	219,7	(1,5)	1,8
Bénéfice net	235,5	255,4	239,9	217,3	224,8	421,3	209,9	138,8
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	0,7	1,1	1,4	1,7	0,1	0,6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	233,8 \$	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ²	237,8 \$	250,0 \$	244,1 \$	220,4 \$	224,5 \$	204,9 \$	220,5 \$	211,4 \$
Autres éléments :								
Autres éléments liés à Lifeco	(4,0)	–	(4,9)	(0,9)	(1,1)	(6,0)	(10,7)	(5,9)
Consolidation de pertes fiscales	–	4,7	–	–	–	–	–	–
Refinancement de la dette de Rockefeller	–	–	–	(3,3)	–	–	–	–
Profit à la vente d'IPC	–	–	–	–	–	220,7	–	–
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt (27,1 M\$)	–	–	–	–	–	–	–	(76,2)
Profit à la vente de Lifeco	–	–	–	–	–	–	–	(6,2)
Ajustement lié à IFRS 17 pour Lifeco	–	–	–	–	–	–	–	15,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	233,8 \$	254,7 \$	239,2 \$	216,2 \$	223,4 \$	419,6 \$	209,8 \$	138,2 \$
Bénéfice par action (\$)								
Bénéfice ajusté par action²								
– De base	1,00 \$	1,05 \$	1,03 \$	0,93 \$	0,94 \$	0,86 \$	0,93 \$	0,89 \$
– Dilué	1,00	1,05	1,03	0,93	0,94	0,86	0,92	0,89
Bénéfice par action								
– De base	0,99	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58
– Dilué	0,98	1,07	1,01	0,91	0,94	1,76	0,88	0,58
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué (en milliers)	238 233	238 304	236 931	237 397	238 112	238 156	238 550	238 631
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	195,1 \$	192,0 \$	183,8 \$	178,0 \$	173,0 \$	164,0 \$	165,7 \$	165,4 \$
Actif géré	257,7	253,3	243,4	236,3	231,0	219,2	221,5	221,8
Actif géré et actif sous services-conseils	274,7	269,3	258,6	250,9	245,0	232,1	233,7	233,6
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	193,4 \$	191,9 \$	188,6 \$	179,4 \$	178,5 \$	169,5 \$	160,9 \$	166,3 \$
Actif géré	258,1	253,1	249,3	237,4	237,7	226,6	215,2	222,6
Actif géré et actif sous services-conseils	275,0	270,4	264,9	252,4	252,2	240,2	227,4	234,7
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin, y compris les investissements stratégiques (en G\$)	503,6 \$	483,5 \$	461,6 \$	431,7 \$	422,8 \$	390,6 \$	373,8 \$	376,1 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur la dette à long terme et sur les contrats de location.

2. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine ainsi que les investissements stratégiques dans Rockefeller et Wealthsimple.

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de conseil** comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils.
- **Les honoraires liés aux produits et aux programmes** ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré.
- **Les autres produits tirés de la planification financière** sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers à la clientèle, notamment des prêts

hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence du secteur.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, est une société de gestion de patrimoine de premier plan au Canada. Par l'entremise d'un réseau de conseillers situés partout au pays, IG Gestion de patrimoine fournit à sa clientèle des conseils personnalisés, des services exhaustifs de planification financière, d'assurance et de prêts hypothécaires ainsi que des solutions de placement gérées par des professionnels.

Rockefeller, qui a été fondée en 2018, est un cabinet de services-conseils financiers indépendant de premier plan aux États-Unis qui cible la clientèle à valeur élevée et à valeur très élevée. L'objectif de Rockefeller est d'être un cabinet de services-conseils de premier plan qui redéfinit et améliore l'expérience liée aux services financiers afin de donner aux particuliers, aux familles, aux institutions et aux sociétés les moyens de réaliser leurs aspirations et d'atteindre leurs objectifs les plus importants.

Wealthsimple, fondée en 2014, est l'une des sociétés de services financiers les plus florissantes au Canada qui fournit des outils numériques simples pour gérer

et faire fructifier l'argent des épargnants. La mission de Wealthsimple est d'aider chaque personne à atteindre la liberté financière.

IG Gestion de patrimoine

IG Gestion de patrimoine est l'une des sociétés de planification financière indépendantes les plus importantes au Canada et ses conseillers sont présents dans toutes les collectivités d'un océan à l'autre. Nous sommes animés par notre mission d'inspirer la confiance financière qui peut transformer la vie de notre clientèle et de leurs familles, et nous sommes profondément engagés à améliorer la littératie financière dans les collectivités où nous travaillons et vivons.

Notre réseau exclusif se compose de 3 150 conseillers. Environ un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise forment la clientèle d'IG Gestion de patrimoine.

Selon le plus récent rapport d'*Investor Economics*, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens

auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 77 % par des ménages qui détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme la clientèle à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 20 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qu'*Investors Economics* désigne comme la clientèle aisée. La clientèle de ces secteurs présente généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Stratégie

Notre objectif en tant que principale société de planification financière du Canada est d'aider les Canadiens à atteindre le bien-être financier.

Nous nous efforçons de remplir notre mandat stratégique en faisant ce qui suit :

- 1) mettre l'accent sur les principaux secteurs de la clientèle aisée et à valeur élevée en alignant nos capacités sur les facteurs de richesse du secteur;
- 2) utiliser un modèle de prestation de conseils sectoriel pour harmoniser nos conseils de premier ordre avec les besoins des Canadiens en matière de planification financière dans toute leur complexité;
- 3) tirer parti de l'innovation de pointe pour améliorer l'expérience client et l'efficacité opérationnelle.

IG Gestion de patrimoine a une stratégie axée sur la clientèle, qui met l'accent sur les segments de marché de la clientèle à valeur élevée et aisée, que nous définissons comme les ménages dont l'épargne s'élève à plus de 1 M\$ et entre 250 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

IG Gestion de patrimoine s'engage à accroître la confiance financière de tous les Canadiens en tirant parti de ses gens, de son expertise et de ses ressources, car elle croit que cela contribuera à créer des collectivités plus solides et à assurer un avenir meilleur pour tous.

Nous sommes d'avis que les Canadiens méritent d'obtenir des conseils qui satisfont à des normes élevées et qui tiennent compte de toutes les dimensions de leur vie financière dans le cadre de plans financiers conçus pour répondre à leurs besoins et s'y adapter.

Nous nous concentrons sur la prestation de conseils financiers exhaustifs et de solutions de placement bien élaborées qui sont conçues pour procurer des rendements et une gestion des risques qui sont fondés sur les besoins et les exigences de chaque client et cliente.

Conseils financiers

Nos conseillers se concentrent sur la prestation de conseils financiers, soit la valeur de tous les efforts déployés en complément de la composition de portefeuilles de placements, ce qui comprend la valeur qu'un conseiller ajoute aux relations avec la clientèle et qui découle de la création d'un plan financier bien élaboré et de son suivi.

Conseillers

IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers dans des collectivités partout au Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

IG Gestion de patrimoine fournit des conseils par l'intermédiaire des deux canaux suivants :

- Les conseillers entrepreneurs d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les ménages ayant des besoins plus complexes en mettant l'accent sur les ménages détenant des actifs s'élevant à plus de 250 000 \$.
- Les conseillers du canal organisationnel d'IG Gestion de patrimoine sont axés sur l'offre de services aux ménages dont les besoins sont moins complexes dont l'actif peut atteindre 250 000 \$.

Notre réseau de conseillers entrepreneurs crée un avantage concurrentiel et favorise l'engagement de la clientèle en mettant l'accent sur des solutions exhaustives en matière de planification et de produits financiers. Notre avantage est également consolidé par l'embauche de conseillers de haut calibre, l'approfondissement des compétences, l'amélioration de la technologie, la mise en œuvre d'une approche de segmentation de la clientèle et le renforcement d'une marque solide.

L'actif sous services-conseils comprend les éléments suivants :

- Clientèle disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définie comme la « clientèle à valeur élevée ») – total de 63,2 G\$ au 31 mars 2025, soit une augmentation de 23,5 % sur un an, ce qui représentait 45 % du total de l'actif sous services-conseils.

- Clientèle disposant d'un actif du ménage allant de 250 000 \$ à 1 M\$ (définie comme la « clientèle aisée ») – total de 55,6 G\$ au 31 mars 2025, soit une augmentation de 5,2 % sur un an, ce qui représentait 39 % du total de l'actif sous services-conseils.
- Clientèle disposant d'un actif du ménage de moins de 250 000 \$ (définie comme la « clientèle du marché de masse ») – total de 22,7 G\$ au 31 mars 2025, soit une diminution de 5,4 % sur un an, ce qui représentait 16 % du total de l'actif sous services-conseils.

Les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine sont des chefs de file du secteur en termes de détention d'un titre accrédité dans le domaine de la planification financière. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Voici une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 mars 2025 :

- 1 631 pratiques de conseillers (1 677 au 31 mars 2024), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos activités, car ces pratiques servent une clientèle qui représente environ 93 % de l'actif sous services-conseils.
- 212 nouveaux conseillers (261 au 31 mars 2024), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 307 conseillers associés et vice-présidents régionaux (1 225 au 31 mars 2024). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 150 conseillers (3 163 au 31 mars 2024).

IG Gestion de patrimoine évalue son réseau de conseillers au moyen d'une mesure clé, soit la productivité des conseillers. La productivité est évaluée en fonction des entrées brutes par conseiller et elle est surveillée tant pour les conseillers recrues comptant

moins de quatre ans d'expérience que pour les pratiques de conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience. La catégorie des conseillers comptant plus de quatre ans d'expérience comprend les recrues expérimentées.

- Les entrées brutes des recrues se sont établies à 0,8 M\$ par conseiller, inchangées par rapport à la période correspondante de 2024.
- Les entrées brutes des pratiques de conseillers se sont établies à 2,3 M\$ par pratique, comparativement à 2,0 M\$ pour la période correspondante de 2024.

Nous soutenons nos conseillers et notre clientèle au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, de la stratégie de portefeuille et de l'assurance. Dans le cadre du partenariat hypothécaire stratégique, nesto Inc. offre à la clientèle une aide à la planification hypothécaire et au financement par marge de crédit hypothécaire. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive tenant compte de la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client ou d'une cliente. Les conseillers et les spécialistes qui offrent des services à la clientèle détiennent des permis de vente de fonds communs de placement et, pour un certain nombre d'entre eux, de valeurs mobilières.

Expériences client

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant à sa clientèle des services exhaustifs de planification qui permettent de synchroniser tous les aspects de leur vie financière. IG Gestion de patrimoine sert des clients et clientes d'un bout à l'autre du Canada. Une des grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché de la clientèle à valeur élevée, IG Gestion privée de patrimoine met l'accent sur les facteurs de richesse du secteur, notamment la planification et l'optimisation fiscales, l'état de préparation à la retraite, le transfert de patrimoine et la planification successorale, la monétisation des petites et moyennes entreprises, la littératie financière et la philanthropie pour la clientèle à valeur élevée ainsi que la planification de l'héritage.

Le Plan vivant IG permet à la clientèle de collaborer avec un conseiller d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre d'une expérience numérique améliorée afin d'élaborer et de suivre un plan financier conçu en fonction des objectifs propres à chaque client et cliente.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement axés sur des solutions gérées, qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et cliente et les risques et le rendement des investissements;
- des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada;
- des solutions de services bancaires hypothécaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.

Le Programme philanthropique est un programme à vocation arrêtée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Le compte de services-conseils IG (le « CSCIG ») est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant à la clientèle de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui propose des honoraires de conseil transparents à toute notre clientèle. Le CSCIG permet d'accroître la transparence des frais et peut comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.

Solutions financières

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible en mettant l'accent sur des solutions gérées qui créent de la valeur pour la clientèle grâce à une gestion active. Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers hautement qualifiés afin que notre clientèle ait accès à une gamme diversifiée de produits et de solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

Nos solutions de placement mettent à profit les relations que nous entretenons avec des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan, y compris Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement d'envergure mondiale, comme Fidelity Investments Canada, T. Rowe

Price (Canada), Sagard Credit Partners, Portage, Beutel Goodman & Company, PanAgora Asset Management, PIMCO Canada Corp., Northleaf Capital Partners (Canada), BristolGate Capital Partners, Aristotle Capital Boston, Putnam Investments Canada, Franklin Templeton Investment Management, Wellington Management Canada, Rockefeller & Co., JP Morgan Asset Management (Canada), Rockefeller Capital Management, BlackRock Asset Management Canada, ClearBridge Investments, Gestion d'actifs 1832 (Dynamique), American Century Investment Management, Manulife Investment Management Limited, Manulife Investment Management (US) LLC, Manulife Investment Management (Hong Kong), Guardian Capital LP et Capital Research and Management Company.

Nous fournissons à notre clientèle une gamme complète de solutions financières, bien construite et à des tarifs concurrentiels, qui comprennent des placements sur les marchés publics et privés, ainsi que des stratégies de placement alternatives. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients et aux clientes d'atteindre leurs objectifs. Nous sommes d'avis que des solutions gérées bien conçues représentent le meilleur moyen d'aider les conseillers à se concentrer sur la prestation de conseils financiers à leur clientèle.

Au premier trimestre de 2025, IG Gestion de patrimoine a remporté 11 trophées FundGrade A+⁺ de Fundata. Ces prix sont remis chaque année aux fonds de placement canadiens qui ont obtenu de façon constante une note élevée de FundGrade tout au long de l'année civile précédente.

Nous élaborons des portefeuilles à l'aide de solutions de placement qui font appel à des stratégies de placement sur les marchés publics, les marchés privés et les marchés alternatifs.

Nos solutions de placement comprennent ce qui suit :

- *Les portefeuilles de gestion de patrimoine sont une gamme de solutions de portefeuille gérées professionnellement par des gestionnaires d'actifs mondiaux de premier plan et offrant une diversification exhaustive, y compris l'accès à des catégories d'actifs difficiles à atteindre, comme les biens immeubles et les placements alternatifs. Ces solutions de fonds de fonds offrent des options pour mettre l'accent sur des résultats précis, comme une volatilité moindre, un revenu plus élevé ou un potentiel de croissance du capital plus élevé.*

- Les portefeuilles Profil^{MC} offrent une expertise et une approche de placement identiques à celles qui sont retenues aux fins de l'élaboration de portefeuilles généralement destinés exclusivement aux plus grands investisseurs. Les portefeuilles mettent de l'avant diverses stratégies de placement sophistiquées, en intégrant notamment des actifs alternatifs et des titres des marchés privés, qui sont hors de la portée des investisseurs individuels. Les portefeuilles offrent une diversification élargie parmi diverses catégories d'actifs afin de réduire le risque et d'optimiser les rendements.
- Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil^{MC} sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés à mandat discrétionnaire Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde.
- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire).

Nous avons intégré des investissements dans des actifs privés dans le cadre de divers mandats grâce à des engagements pris à l'égard des placements gérés par Northleaf, BlackRock, PIMCO et Sagard.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en les comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar¹ est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 mars 2025, 95,4 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine était dans des fonds notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar¹ et 75,1 % dans des fonds notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar¹, les proportions étaient de 87,0 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 54,0 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2025. La note Morningstar¹ est une mesure

quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds analogues.

Autres produits et services

Fonds distincts

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 mars 2025, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,2 G\$, inchangé par rapport au 31 mars 2024.

Assurance

Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine distribue des produits d'assurance vie au Canada et offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Au 31 mars 2025, le nombre total de polices en vigueur s'établissait à environ 371 000, pour une valeur assurée de 106 G\$, comparativement à environ 374 000 polices, pour une valeur assurée de 105 G\$ au 31 mars 2024. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour la clientèle à valeur élevée.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à sa clientèle des services qui complètent les services de planification financière et de placement.

Activités bancaires hypothécaires

Des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, sont offerts à la clientèle par IG Gestion de patrimoine. Des courtiers hypothécaires titulaires d'une licence sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec notre clientèle et ses conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et des stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client et cliente dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Tableau 7 : Variation de l'actif sous services-conseils – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Variation de l'actif sous services-conseils – IG Gestion de patrimoine					
Entrées brutes de la clientèle	4 166 \$	3 917 \$	3 699 \$	6,4 %	12,6 %
Sorties brutes de la clientèle ¹	3 448	3 364	3 653	2,5	(5,6)
Flux nets	718	553	46	29,8	n.s.
Rendements des placements	391	3 459	6 752	(88,7)	(94,2)
Variation de l'actif, montant net	1 109	4 012	6 798	(72,4)	(83,7)
Actif au début	140 420	136 408	121 223	2,9	15,8
Actif sous services-conseils à la fin	141 529 \$	140 420 \$	128 021 \$	0,8 %	10,6 %
Actif sous services-conseils lié aux investissements stratégiques à la fin					
Rockefeller	45 425 \$	44 542 \$	36 957 \$	2,0 %	22,9 %
Wealthsimple	19 851	17 400	11 013	14,1	80,3
Éliminations intersectorielles	(8)	(8)	(6)	–	(33,3)
	65 268 \$	61 934 \$	47 964 \$	5,4 %	36,1 %
Actif sous services-conseils consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques					
	206 797 \$	202 354 \$	175 985 \$	2,2 %	17,5 %
Actif sous services-conseils quotidien moyen					
IG Gestion de patrimoine	142 499 \$	139 352 \$	123 975 \$	2,3 %	14,9 %

1. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine se sont chiffrés à 237 M\$, contre 155 M\$, ce qui constitue une augmentation de 52,8 %. Au 31 mars 2025, le total des prêts hypothécaires gérés s'élevait à 6,8 G\$, en hausse de 1,2 % comparativement à 6,7 G\$ au 31 mars 2024.

Services-conseils privés aux entreprises

Les Services-conseils privés aux entreprises consistent en un service exhaustif offert aux propriétaires de petites et moyennes entreprises afin de leur fournir des conseils sur le financement par emprunt et par actions, l'évaluation d'entreprises et la relève.

Actif géré et actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine, comme il est présenté dans les tableaux 7 et 8.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 206,8 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 176,0 G\$ au 31 mars 2024. L'actif sous services-conseils

des investissements stratégiques est fondé sur la participation de la Société dans ces sociétés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 141,5 G\$ au 31 mars 2025, soit une hausse de 10,6 % par rapport au 31 mars 2024. Le volume de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées de la clientèle, les sorties de la clientèle et les rendements des placements. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement, y compris l'actif géré, pour lequel nous fournissons des services de gestion de placements, qui sont détenus dans les comptes de notre clientèle. Les honoraires de conseil sont facturés en fonction d'un pourcentage annuel de la quasi-totalité de l'actif sous services-conseils, par l'intermédiaire des honoraires du compte de services-conseils IG, et ils représentent la majorité des honoraires gagnés auprès de notre clientèle. La rémunération de nos conseillers entrepreneurs se calcule aussi en fonction de l'actif sous services-conseils et de l'apport d'actifs nets de notre clientèle.

Au 31 mars 2025, l'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 154,4 G\$ US (222,1 G\$), comparativement à 133,4 G\$ US (180,7 G\$) au 31 mars 2024, soit une hausse de

Tableau 8 : Variation de l'actif géré – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Ventes	4 907 \$	3 814 \$	3 797 \$	28,7 %	29,2 %
Rachats ¹	3 963	3 430	4 112	15,5	(3,6)
Ventes nettes (rachats nets)	944	384	(315)	145,8	n.s.
Rendements des placements	501	2 028	6 246	(75,3)	(92,0)
Variation de l'actif, montant net	1 445	2 412	5 931	(40,1)	(75,6)
Actif au début	123 200	120 788	107 635	2,0	14,5
Actif à la fin	124 645 \$	123 200 \$	113 566 \$	1,2 %	9,8 %
Actif géré quotidien moyen	125 457 \$	123 288 \$	110 003 \$	1,8 %	14,0 %

1. Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.

15,7 % (22,9 % en dollars canadiens). La Société financière IGM détient une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

Au 31 mars 2025, l'actif sous services-conseils de Wealthsimple s'élevait à 73,0 G\$, comparativement à 38,7 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 88,6 %. La Société financière IGM détenait une participation de 27,2 % dans Wealthsimple au 31 mars 2025, comparativement à 28,5 % au 31 mars 2024.

Actif géré et actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 141,5 G\$ au 31 mars 2025, soit une hausse de 10,6 % comparativement à 128,0 G\$ au 31 mars 2024. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 124,6 G\$ au 31 mars 2025, soit une augmentation de 9,8 % comparativement à 113,6 G\$ au 31 mars 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 125,5 G\$ au premier trimestre de 2025, en hausse de 14,0 % par rapport à 110,0 G\$ au premier trimestre de 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 4,2 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, par rapport à 3,7 G\$ en 2024. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les entrées brutes de la clientèle nouvellement acquise, dont l'actif s'élevait à plus de 1,0 M\$, représentaient 38,1 % de toutes les entrées de la clientèle nouvellement acquise. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 718 M\$, par

rapport à des entrées nettes de la clientèle de 46 M\$ pour la période correspondante de 2024. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 391 M\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 6,8 G\$ au premier trimestre de 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers se sont établies à 4,9 G\$, soit une hausse de 29,2 % par rapport à la période correspondante de 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,0 G\$, soit une baisse de 3,6 % par rapport à 2024. Pour le premier trimestre de 2025, les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont établies à 944 M\$, comparativement à des rachats nets de 315 M\$ en 2024. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 501 M\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 6,2 G\$ au cours du premier trimestre de 2024.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 12,2 % au premier trimestre de 2025, comparativement à 14,4 % au premier trimestre de 2024. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'est établi à 12,1 % au 31 mars 2025, comparativement à 12,7 % au 31 mars 2024. Le taux de rachat moyen correspondant en glissement sur douze mois enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Association des marchés de valeurs et des investissements (l'« AMVI », auparavant l'Institut des fonds d'investissement du Canada) était d'environ 15,5 % au 31 mars 2025.

En janvier 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Placements Mackenzie. À l'exclusion de cette activité, les entrées nettes de la clientèle et les rachats nets pour le premier trimestre de 2024 se sont chiffrés à 223 M\$ et à 138 M\$, respectivement.

Variation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils – Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2024

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 141,5 G\$ au 31 mars 2025, soit une hausse de 0,8 %, comparativement à 140,4 G\$ au 31 décembre 2024. Au 31 mars 2025, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 124,6 G\$, soit une augmentation de 1,2 %, par rapport à 123,2 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 125,5 G\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 123,3 G\$ au quatrième trimestre de 2024, soit une augmentation de 1,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les entrées brutes de la clientèle se sont élevées à 4,2 G\$ en ce qui

concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, par rapport à 3,9 G\$ au trimestre précédent. Les entrées nettes de la clientèle se sont chiffrées à 718 M\$, par rapport à des entrées nettes de la clientèle de 553 M\$ au trimestre précédent. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 391 M\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une augmentation de 3,5 G\$ au trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 4,9 G\$, soit une hausse de 28,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 4,0 G\$ au premier trimestre, ce qui représente une hausse de 15,5 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 12,2 % au premier trimestre, comparativement à 10,5 % au quatrième trimestre de 2024. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 944 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des ventes nettes de 384 M\$ au cours du trimestre précédent.

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 9 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

IG Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 10. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à 128,4 M\$, soit une hausse de 9,6 % par rapport au premier trimestre de 2024, et une baisse de 5,1 % par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à 200,7 M\$, soit une hausse

de 8,1 % par rapport au premier trimestre de 2024, et une baisse de 4,8 % par rapport au trimestre précédent.

Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024

Produits tirés des honoraires

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers à la clientèle, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 342,1 M\$ au premier trimestre de 2025, en hausse de 33,0 M\$, ou 10,7 %, par rapport à 309,1 M\$ en 2024.

Tableau 9 : Résultats d'exploitation – Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,1 \$	342,2 \$	309,1 \$	– %	10,7 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	263,9	265,7	234,2	(0,7)	12,7
	606,0	607,9	543,3	(0,3)	11,5
Autres produits tirés de la planification financière	36,8	42,4	41,2	(13,2)	(10,7)
Total du secteur Gestion de patrimoine	642,8	650,3	584,5	(1,2)	10,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,1	3,3	5,3	(36,4)	(60,4)
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,7)	(2,4)	(5,1)	(54,2)	27,5
	641,2	651,2	584,7	(1,5)	9,7
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	184,0	178,2	156,7	3,3	17,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,7	27,0	25,1	2,6	10,4
Autres					
Autres commissions liées aux produits	20,3	23,0	19,4	(11,7)	4,6
Croissance des affaires	43,1	45,9	43,0	(6,1)	0,2
	63,4	68,9	62,4	(8,0)	1,6
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	275,1	274,1	244,2	0,4	12,7
Activités et services de soutien	117,9	118,4	115,0	(0,4)	2,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	51,5	50,5	45,3	2,0	13,7
	444,5	443,0	404,5	0,3	9,9
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	196,7	208,2	180,2	(5,5)	9,2
Charges d'intérêts	25,5	26,0	25,8	(1,9)	(1,2)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	171,2	182,2	154,4	(6,0)	10,9
Impôt sur le résultat	46,9	49,3	43,2	(4,9)	8,6
Bénéfice net ajusté¹	124,3 \$	132,9 \$	111,2 \$	(6,5)%	11,8 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 10 : Résultats d'exploitation – IG Gestion de patrimoine

				Variation	
Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	342,1 \$	342,2 \$	309,1 \$	– %	10,7 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	263,9	265,7	234,2	(0,7)	12,7
	606,0	607,9	543,3	(0,3)	11,5
Autres produits tirés de la planification financière	36,8	42,4	41,2	(13,2)	(10,7)
Total du secteur Gestion de patrimoine	642,8	650,3	584,5	(1,2)	10,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	2,1	3,3	5,3	(36,4)	(60,4)
	644,9	653,6	589,8	(1,3)	9,3
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	184,0	178,2	156,7	3,3	17,4
Rémunération fondée sur les ventes	27,7	27,0	25,1	2,6	10,4
Autres					
Autres commissions liées aux produits	20,3	23,0	19,4	(11,7)	4,6
Croissance des affaires	43,1	45,9	43,0	(6,1)	0,2
	63,4	68,9	62,4	(8,0)	1,6
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	275,1	274,1	244,2	0,4	12,7
Activités et services de soutien	117,6	118,2	114,7	(0,5)	2,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	51,5	50,5	45,3	2,0	13,7
	444,2	442,8	404,2	0,3	9,9
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	200,7	210,8	185,6	(4,8)	8,1
Charges d'intérêts	25,5	26,0	25,8	(1,9)	(1,2)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	175,2	184,8	159,8	(5,2)	9,6
Impôt sur le résultat	46,8	49,5	42,6	(5,5)	9,9
Bénéfice net ajusté¹	128,4 \$	135,3 \$	117,2 \$	(5,1)%	9,6 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 mars 2025 est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 14,9 %, comme l'illustre le tableau 7, contrebalancée en partie par le fait que la période de 2025 comptait un jour de moins par rapport à la période correspondante de 2024, ainsi que par la diminution du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil pour le premier trimestre s'est établi à 97,4 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 100,3 points de base en 2024. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 263,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 12,7 % par rapport à 234,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à l'augmentation de 14,0 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 8, en partie contrebalancée par le fait que la période de 2025 comptait un jour de moins que celle de 2024. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes pour le premier trimestre s'est établi à 85,3 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 85,6 en 2024.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 36,8 M\$ au premier trimestre de 2025, ont diminué de 4,4 M\$ par rapport à 41,2 M\$ en 2024. La variation pour le trimestre est attribuable à la baisse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires et à la baisse des produits tirés de la distribution de produits bancaires, en partie contrebalancées par la hausse des produits tirés de la distribution de produits d'assurance. La baisse du bénéfice tiré des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre est imputable à la diminution des ajustements de la juste valeur.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour les périodes considérées est présenté dans le tableau 11.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte aux profits ou aux pertes latents sur les placements dans des fonds exclusifs, aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie et de nos titres, ainsi qu'aux autres produits qui ne se rapportent pas à nos entreprises principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Activités internes et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

Charges

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme le canal organisationnel, la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de

Tableau 11 : Activités bancaires hypothécaires – IG Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	49,1 \$	49,7 \$	42,8 \$	(1,2)%	14,7 %
Charges d'intérêts	47,1	47,0	40,5	0,2	16,3
Produits d'intérêts nets	2,0	2,7	2,3	(25,9)	(13,0)
Profits (pertes) sur ventes ¹	1,2	0,7	0,5	71,4	140,0
Ajustements de la juste valeur	(0,8)	(0,9)	2,0	11,1	n.s.
Autres	3,1	4,5	5,6	(31,1)	(44,6)
	5,5 \$	7,0 \$	10,4 \$	(21,4)%	(47,1)%
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	5 021 \$	4 964 \$	4 676 \$	1,1 %	7,4 %
Autres	1 787	1 820	2 088	(1,8)	(14,4)
	6 808 \$	6 784 \$	6 764 \$	0,4 %	0,7 %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes²:					
Titrisations	313 \$	434 \$	262 \$	(27,9)%	19,5 %
Autres ¹	139	74	47	87,8	195,7
	452 \$	508 \$	309 \$	(11,0)%	46,3 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés et au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie, ainsi que les profits (pertes) réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers et de conseillères ou de clients et clientes.

La rémunération fondée sur l'actif comprend la rémunération versée au canal de conseillers entrepreneurs et au canal organisationnel. La rémunération liée au canal des conseillers entrepreneurs fluctue principalement en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils et de la composition des produits, tandis que le canal organisationnel fluctue en grande partie en fonction du nombre de clients et de clientes au sein du canal. Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, la rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 27,3 M\$ par rapport à 2024, pour s'établir à 184,0 M\$, principalement en raison de l'augmentation de l'actif sous services-conseils et d'autres changements apportés à la rémunération.

La rémunération fondée sur les ventes d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs nets versés dans les comptes de la clientèle d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients et de clientes. La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 27,7 M\$ pour le premier trimestre de 2025, soit une hausse de 2,6 M\$ par rapport à 25,1 M\$ en 2024.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 63,4 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 62,4 M\$ en 2024, soit une hausse de 1,0 M\$ principalement attribuable à la hausse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 117,6 M\$ pour le premier trimestre de 2025, comparativement à 114,7 M\$ en 2024, soit une hausse de 2,9 M\$.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 51,5 M\$ pour le premier trimestre de 2025, comparativement à 45,3 M\$ en 2024, soit une hausse de 6,2 M\$, ou 13,7 %, principalement attribuable aux variations de l'actif géré.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 25,5 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 25,8 M\$ en 2024. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction de l'affectation, à IG Gestion de patrimoine, d'un montant de 1,95 G\$ de la dette à long terme de la Société financière IGM.

Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2024

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de conseil ont diminué de 0,1 M\$ pour s'établir à 342,1 M\$ au premier trimestre de 2025, par rapport au quatrième trimestre de 2024. La diminution des honoraires de conseil au premier trimestre s'explique principalement par le fait que le trimestre comptait deux jours de moins, ce qui a été en partie compensé par la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 2,3 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 7. Le taux moyen des honoraires de conseil au premier trimestre s'est établi à 97,4 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 97,7 points de base au quatrième trimestre. Les taux des honoraires sont déterminés en fonction des volumes de l'actif sous services-conseils de la clientèle, et le taux moyen fluctuera en fonction des variations de l'actif sous services-conseils de la clientèle et de la composition des produits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 263,9 M\$ au premier trimestre de 2025, soit une diminution de 1,8 M\$, comparativement à 265,7 M\$ au quatrième trimestre de 2024. La diminution tient essentiellement au fait que le trimestre comptait deux jours de moins, ce qui a été en partie compensé par la hausse de l'actif géré moyen de 1,8 %, comme l'illustre le tableau 8. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'élevait à 85,3 points de base de l'actif géré, contre 85,5 points de base pour le quatrième trimestre.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 36,8 M\$ au premier trimestre de 2025, ont diminué de 5,6 M\$ par rapport à 42,4 M\$ au quatrième trimestre, en raison de la baisse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et de la diminution des produits tirés de la distribution de produits d'assurance.

Tableau 12 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Rockefeller	(4,3)\$	(2,5)\$	(4,4)\$	(72,0)%	2,3 %
Autres	0,6	0,1	(0,7)	n.s.	n.s.
	(3,7)	(2,4)	(5,1)	(54,2)	27,5
Charges					
Activités et services de soutien	0,3	0,2	0,3	50,0	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	(4,0)	(2,6)	(5,4)	(53,8)	25,9
Impôt sur le résultat	0,1	(0,2)	0,6	n.s.	(83,3)
Bénéfice net ajusté¹	(4,1)\$	(2,4)\$	(6,0)\$	(70,8)%	31,7 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Charges

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 275,1 M\$, en hausse de 1,0 M\$ par rapport à 274,1 M\$ au trimestre précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la rémunération fondée sur l'actif qui découle de l'accroissement de l'actif sous services-conseils, ce qui a été en partie contrebalancé par la baisse de la rémunération versée en contrepartie de la distribution de produits d'assurance et par le caractère saisonnier des charges.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 117,6 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 118,2 M\$ au trimestre précédent.

Investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine est présenté au tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à (4,1) M\$, comparativement à (6,0) M\$ en 2024 et à (2,4) M\$ au trimestre précédent.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend Placements Mackenzie et les investissements stratégiques dans ChinaAMC et Northleaf.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- **Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties** comprennent les honoraires provenant de nos fonds d'investissement et les honoraires de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. La rémunération versée aux courtiers vient contrebalancer les honoraires perçus.
- **Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine** comprennent les honoraires provenant du secteur Gestion de patrimoine. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis

en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

- **La quote-part du bénéfice des entreprises associées** correspond à la quote-part revenant à la Société du bénéfice des participations mises en équivalence dans ChinaAMC et Northleaf.

L'actif géré par Mackenzie pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur de la Société financière IGM en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et d'une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à notre clientèle des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle;
- les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs;
- les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et

du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les fonds négociés en bourse, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, ChinaAMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs. ChinaAMC favorise la croissance grâce à l'innovation en matière de produits et à l'offre de solutions et de services de placement à actifs multiples à un groupe diversifié de clients institutionnels et de particuliers.

Northleaf est un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto. Northleaf cherche à offrir des rendements absolus ajustés en fonction du risque élevés grâce à l'accès à la création de valeur à l'extérieur des marchés publics.

Placements Mackenzie

Stratégie

Mackenzie a pour mission de créer un monde davantage investi, ensemble.

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiales et le partenaire commercial préféré au Canada.

Les mandats stratégiques de Mackenzie sont les suivants : devenir le leader dans le marché de détail au Canada, établir des partenariats stratégiques significatifs et établir une présence dans des canaux sous-exploités en adoptant une approche ciblée. Nous accomplissons nos mandats stratégiques en ciblant les aspects clés suivants :

- améliorer la distribution de façon continue au moyen d'une approche sectorielle;
- générer un rendement des placements concurrentiel ajusté en fonction du risque;
- promouvoir un leadership de marque;
- créer des solutions et des produits novateurs et pertinents;
- encourager un avenir durable;
- assurer l'excellence et l'efficacité opérationnelles;
- favoriser une culture axée sur la performance, la diversification et l'excellence.

Les aspects clés que nous ciblons favorisent la croissance future des activités. Nous y parviendrons en nous engageant à assurer la réussite de notre clientèle, en attirant et en formant les meilleurs esprits dans le secteur de l'investissement, en maintenant une approche en matière de placement fondée sur une structure de boutiques de placement, en mettant l'accent sur les produits novateurs et visionnaires et en étant responsables dans tout ce que nous entreprenons.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Vancouver, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. En outre, notre participation dans Northleaf accroît nos capacités de placement en offrant à notre clientèle des solutions de placements en actions de sociétés fermées, instruments de crédit privé et infrastructures à l'échelle mondiale, et notre participation dans ChinaAMC offre à notre clientèle un accès aux marchés financiers chinois. Nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter

nos capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques ainsi que le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leur clientèle. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine et de Lifeco. Mackenzie s'associe à Wealthsimple pour distribuer des FNB par l'intermédiaire de sa gamme de produits. Mackenzie est également l'un des deux fournisseurs exclusifs de solutions de placement auprès de Les Placements PFSL du Canada Ltée (« Primerica »). À ce titre, elle a lancé une gamme de 28 fonds conçus pour répondre aux besoins particuliers des conseillers de Primerica et de leur clientèle. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons de nouvelles entreprises institutionnelles grâce à nos relations avec des conseillers en régimes de retraite et en gestion.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des volumes de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable pour renforcer ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

Gestion de placements

Au 31 mars 2025, l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 218,6 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 85,1 G\$.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Notre équipe de placement se répartit actuellement en 16 boutiques spécialisées. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

La participation économique de 56 % de Mackenzie dans Northleaf augmente ses capacités d'investissement en offrant à la clientèle des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privé et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoint les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter

ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments et ChinaAMC. À la suite du lancement de la gamme de 28 Fonds FuturePath pour Primerica, les sous-conseillers tiers suivants ont été ajoutés : Gestion d'actifs 1832, Addenda, Brandywine, BlackRock et T. Rowe Price.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2025, 56,4 %, 56,6 % et 40,2 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar[†]. Au 31 mars 2025, 84,5 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar[†] étaient notés trois étoiles ou plus, et 36,5 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 87,0 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 54,0 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2025.

Produits

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leur clientèle.

Fonds communs de placement

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs. Au cours du premier trimestre de 2025, Mackenzie a lancé un fonds commun de placement.

- Le Fonds de croissance toutes capitalisations américaines Mackenzie FuturePath vise à offrir une plus-value du capital à long terme en investissant principalement dans des titres de croissance de sociétés établies aux États-Unis.

Au début du deuxième trimestre de 2025, huit nouveaux fonds communs de placement ont été lancés :

- le Fonds canadien équilibré Mackenzie GQE;
- le Fonds d'actions canadiennes Mackenzie GQE;
- le Fonds mondial équilibré Mackenzie GQE;
- le Fonds américain d'extension d'alpha Mackenzie GQE;
- le Fonds d'actions internationales toutes capitalisations Mackenzie;

- le Fonds d'obligations de sociétés nord-américaines de qualité Échéance 2027 Mackenzie;
- le Fonds d'obligations de sociétés nord-américaines de qualité Échéance 2029 Mackenzie;
- le Fonds de valeur américain Mackenzie.

Fonds alternatifs

Mackenzie compte actuellement huit fonds alternatifs, y compris quatre produits en collaboration avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf ») dans le cadre de son engagement à accroître l'accès des épargnants aux solutions de placement sur les marchés privés. Au cours du premier trimestre de 2025, le Fonds mondial de capital-investissement Mackenzie Northleaf est devenu admissible aux régimes enregistrés. Ainsi, les investisseuses et investisseurs qualifiés pourront acquérir une exposition au capital-investissement dans leurs régimes enregistrés, y compris les régimes enregistrés d'épargne-retraite, les fonds enregistrés de revenu de retraite, les régimes enregistrés d'épargne-études, les comptes d'épargne libre d'impôt et les comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété. Il s'agit du troisième fonds de la gamme de produits du marché privé de Mackenzie admissible à titre de placement pour les régimes enregistrés, s'ajoutant au Fonds de crédit privé Mackenzie Northleaf et au Fonds de crédit privé à intervalle Mackenzie Northleaf.

Fonds négociés en bourse

Les fonds négociés en bourse (« FNB ») viennent compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflètent sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement lorsqu'ils construisent des portefeuilles diversifiés à long terme.

Au début du deuxième trimestre de 2025, trois nouveaux FNB ont été lancés :

- le FNB d'obligations de prêts collatéralisés AAA Mackenzie;
- le FNB d'obligations de sociétés nord-américaines de qualité Objectif 2027 Mackenzie;
- le FNB d'obligations de sociétés nord-américaines de qualité Objectif 2029.

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 51 FNB : 28 FNB actifs et à bêta stratégique et 23 FNB indiciels traditionnels. À la fin du trimestre, l'actif géré des

FNB s'établissait à 17,0 G\$, ce qui comprend des investissements de 9,1 G\$ des produits gérés d'IGM. Au sein du secteur canadien des FNB, Mackenzie occupe le huitième rang en ce qui a trait à l'actif géré.

Actif géré du secteur gestion d'actifs

L'actif géré est un indicateur de rendement clé pour le secteur Gestion d'actifs.

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 13, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 14. L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré.

L'actif géré du secteur Gestion d'actifs, y compris les investissements stratégiques, se chiffrait à 383,7 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 327,4 G\$ au 31 mars 2024. L'actif géré des investissements stratégiques est fondé sur la participation de la Société dans ces sociétés.

Au 31 mars 2025, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 218,6 G\$, soit une hausse de 7,3 % par rapport à 203,7 G\$ à l'exercice précédent. Le total de l'actif géré des tiers de Mackenzie s'est établi à 133,5 G\$, en hausse de 7,5 % par rapport à 124,2 G\$ à l'exercice précédent. La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements et les cotisations nettes de ses clients et de ses clientes.

Au 31 mars 2025, l'actif géré de ChinaAMC s'élevait à 2 669,8 milliards de RMB¥ (529,1 G\$), comparativement à 2 088,7 milliards de RMB¥ (391,4 G\$) au 31 mars 2024, soit une hausse de 27,8 % (35,2 % en dollars canadiens). Mackenzie détient une participation de 27,8 % dans ChinaAMC.

Au 31 mars 2025, l'actif géré de Northleaf s'élevait à 32,7 G\$, comparativement à 27,3 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 19,8 %. Mackenzie détient une participation économique de 56 % dans Northleaf.

Actif géré de Placements Mackenzie

Variation de l'actif géré – Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024

Au 31 mars 2025, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 218,6 G\$, en hausse de 7,3 %, comparativement à 203,7 G\$ au 31 mars 2024. L'actif géré des tiers s'élevait à 133,5 G\$, en hausse de 7,5 %, par rapport à 124,2 G\$ au 31 mars 2024.

Au 31 mars 2025, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 68,8 G\$, comparativement à 64,9 G\$ au 31 mars 2024, soit une hausse de 5,9 %. L'actif géré des fonds

Tableau 13 : Variation du total de l'actif géré – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Actif géré de Mackenzie, excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement	(700)\$	(699)\$	(526)\$	(0,1)%	(33,1)%
Créations nettes de parts de FNB	615	322	332	91,0	85,2
Fonds d'investissement ^{1, 2, 3}	(85)	(377)	(194)	77,5	56,2
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes ⁴	3 526	68	20	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	3 441	(309)	(174)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	37	1 479	3 779	(97,5)	(99,0)
Variation de l'actif, montant net	3 478	1 170	3 605	197,3	(3,5)
Actif au début	77 068	75 898	69 282	1,5	11,2
Actif à la fin	80 546 \$	77 068 \$	72 887 \$	4,5 %	10,5 %
Actif géré consolidé de Mackenzie					
Fonds communs de placement	60 885 \$	61 435 \$	58 847 \$	(0,9)%	3,5 %
FNB	7 874	7 258	6 074	8,5	29,6
Fonds d'investissement ^{1, 2}	68 759	68 693	64 921	0,1	5,9
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	11 787	8 375	7 966	40,7	48,0
	80 546	77 068	72 887	4,5	10,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie	52 951	52 879	51 281	0,1	3,3
Actif géré des tiers	133 497	129 947	124 168	2,7	7,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller et actif géré du secteur Gestion de patrimoine ²	85 136	83 369	79 503	2,1	7,1
Actif géré consolidé	218 633 \$	213 316 \$	203 671 \$	2,5 %	7,3 %
Actif géré lié aux investissements stratégiques à la fin					
ChinaAMC	147 077 \$	135 173 \$	108 798 \$	8,8 %	35,2 %
Northleaf	18 339	17 926	15 283	2,3	20,0
Éliminations intersectorielles	(398)	(361)	(309)	(10,2)	(28,8)
	165 018 \$	152 738 \$	123 772 \$	8,0 %	33,3 %
Actif géré consolidé à la fin, y compris les investissements stratégiques	383 651 \$	366 054 \$	327 443 \$	4,8 %	17,2 %
Total moyen de l'actif géré de Mackenzie ⁵					
Actif géré des tiers	132 232 \$	129 964 \$	121 000 \$	1,7 %	9,3 %
Données consolidées	217 505	213 890	198 874	1,7	9,4

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont inclus dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.
3. Au premier trimestre de 2025, un client institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.
4. Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes
 - Au cours du premier trimestre de 2025, Mackenzie a remporté des mandats de 3,6 G\$ auprès de clients institutionnels.
 - Au premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie.
5. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Tableau 14 : Variation de l'actif géré des fonds d'investissement – Placements Mackenzie¹

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Ventes	2 637 \$	2 188 \$	2 357 \$	20,5 %	11,9 %
Rachats	3 337	2 887	2 883	15,6	15,7
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement	(700)	(699)	(526)	(0,1)	(33,1)
Créations nettes de parts de FNB	615	322	332	91,0	85,2
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement^{2, 3, 4}	(85)	(377)	(194)	77,5	56,2
Rendements des placements	151	1 251	3 200	(87,9)	(95,3)
Variation de l'actif, montant net	66	874	3 006	(92,4)	(97,8)
Actif au début	68 693	67 819	61 915	1,3	10,9
Actif �� la fin	68 759 \$	68 693 \$	64 921 \$	0,1 %	5,9 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	60 885 \$	61 435 \$	58 847 \$	(0,9)%	3,5 %
FNB	7 874	7 258	6 074	8,5	29,6
Fonds d'investissement ⁴	68 759 \$	68 693 \$	64 921 \$	0,1 %	5,9 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	69 635 \$	68 715 \$	63 020 \$	1,3 %	10,5 %

1. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement de la Société financière IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
2. Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.
3. Au premier trimestre de 2025, un client institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$.
4. Les produits (fonds) de Placements Mackenzie vendus par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine sont inclus dans les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine.

communs de placement de Mackenzie de 60,9 G\$ a augmenté de 3,5 %, comparativement à 58,8 G\$ au 31 mars 2024. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés de la Société financière IGM, se chiffrait à 7,9 G\$ au 31 mars 2025, soit une hausse de 29,6 % par rapport à 6,1 G\$ au 31 mars 2024. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 17,0 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 13,8 G\$ au 31 mars 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrees à 2,6 G\$, soit une hausse de 11,9 % par rapport à 2,4 G\$ en 2024. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrees à 3,3 G\$, soit une hausse de 15,7 % par rapport à l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 mars 2025 se sont établis à 700 M\$, comparativement à des rachats nets de 526 M\$    l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 615 M\$, comparativement à 332 M\$    l'exercice précédent. Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 85 M\$, comparativement à des rachats nets de 194 M\$    l'exercice précédent. Au cours du

trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 151 M\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une augmentation de 3,2 G\$    l'exercice précédent.

Au premier trimestre de 2025, un client institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$. Compte non tenu de cette transaction, les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 10,8 % au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, par rapport à l'exercice précédent, et les rachats nets de fonds communs de placement se sont chiffrees à 556 M\$, comparativement à des rachats nets de 526 M\$    l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie et du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 3,4 G\$, comparativement à des rachats nets de 174 M\$    l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 37 M\$, comparativement à une augmentation de 3,8 G\$    l'exercice précédent.

Au cours du premier trimestre de 2025, Mackenzie a remporté des mandats de 3,6 G\$ auprès de clients institutionnels. Durant le premier trimestre de 2024, le régime de retraite d'IG Gestion de patrimoine a racheté une tranche de 177 M\$ des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, laquelle a été réaffectée à des comptes à gestion distincte gérés par Mackenzie. Compte non tenu de ces transactions et des changements dans la répartition des fonds décrits ci-dessus, les ventes nettes se sont chiffrées à 23 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à des rachats nets de 351 M\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 3,2 G\$, comparativement à 2,8 G\$ à l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2025, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 21,1 %, comparativement à 20,1 % pour le premier trimestre de 2024. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'est établi à 20,2 % pour le premier trimestre de 2025. Au 31 mars 2025, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 18,9 %, comparativement à 18,2 % à l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 18,6 % au 31 mars 2025. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'AMVI s'établissait à environ 15,2 % au 31 mars 2025. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Au 31 mars 2025, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 53,0 G\$, comparativement à 51,3 G\$ au 31 mars 2024.

Au 31 mars 2025, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 85,1 G\$, soit 68,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 79,5 G\$, soit 70,0 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 mars 2024.

Variation de l'actif géré – Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2024

Au 31 mars 2025, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 218,6 G\$, en hausse de 2,5 %, comparativement à 213,3 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré des tiers s'élevait à 133,5 G\$, en hausse de 2,7 %, par rapport à 129,9 G\$ au 31 décembre 2024.

L'actif géré des fonds d'investissement se chiffrait à 68,8 G\$ au 31 mars 2025, soit une hausse de 0,1 %, comparativement à 68,7 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 60,9 G\$ au 31 mars 2025, soit une baisse de 0,9 %, comparativement à 61,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 7,9 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 7,3 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif des FNB, incluant les produits gérés de la Société financière IGM, s'établissait à 17,0 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 15,5 G\$ au 31 décembre 2024.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 2,6 G\$, soit une hausse de 20,5 % par rapport au quatrième trimestre de 2024. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 3,3 G\$, soit une hausse de 15,6 % par rapport au quatrième trimestre de 2024. Les rachats nets de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établis à 700 M\$, comparativement à des rachats nets de 699 M\$ pour le trimestre précédent.

Au cours du premier trimestre de 2025, un client institutionnel, dont les produits offerts comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, a apporté des changements à la répartition des fonds, lesquels ont engendré des rachats de 144 M\$. Compte non tenu de cette transaction, les rachats de fonds communs de placement ont augmenté de 10,6 % au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, par rapport au trimestre précédent, et les rachats nets de fonds communs de placement se sont chiffrés à 556 M\$, comparativement à des rachats nets de 699 M\$ au trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 3,2 G\$, comparativement à 2,8 G\$ pour le quatrième trimestre. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 21,1 % pour le trimestre considéré, comparativement à 18,4 % pour le quatrième trimestre. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'est établi à 20,2 % pour le premier trimestre de 2025.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2025, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 615 M\$, comparativement à 322 M\$ au quatrième trimestre.

Les rachats nets de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevés à 85 M\$, comparativement à des rachats nets de 377 M\$ au quatrième trimestre.

Au 31 mars 2025, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller de la Canada Vie s'élevaient à 53,0 G\$, comparativement à 52,9 G\$ au 31 décembre 2024.

Au 31 mars 2025, les comptes gérés à titre de sous-conseiller et l'actif géré de Mackenzie du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 85,1 G\$, soit 68,3 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 83,4 G\$, soit 67,7 % de l'actif géré excluant les investissements stratégiques du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2024.

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 15 et comprend les activités de Placements Mackenzie ainsi que le bénéfice lié aux investissements stratégiques.

Placements Mackenzie

Le bénéfice net ajusté de Placements Mackenzie est présenté dans le tableau 16. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à 52,6 M\$, soit une baisse de 8,2 % par rapport au premier trimestre de 2024, et une baisse de 15,0 % par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à 78,1 M\$, soit une baisse

de 7,4 % par rapport au premier trimestre de 2024, et une baisse de 13,6 % par rapport au trimestre précédent.

Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires d'administration tirés de nos fonds d'investissement et les honoraires de

Tableau 15 : Résultats d'exploitation – Gestion d'actifs

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	252,1 \$	256,6 \$	238,2 \$	(1,8)%	5,8 %
Frais de rachat	0,5	0,4	0,6	25,0	(16,7)
	252,6	257,0	238,8	(1,7)	5,8
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(83,7)	(84,0)	(79,3)	(0,4)	5,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	168,9	173,0	159,5	(2,4)	5,9
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,8	31,3	29,1	1,6	9,3
Gestion d'actifs – produits nets	200,7	204,3	188,6	(1,8)	6,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,5	8,5	6,5	(82,4)	(76,9)
Quote-part du résultat des entreprises associées	39,0	29,2	34,0	33,6	14,7
	241,2	242,0	229,1	(0,3)	5,3
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	26,2	24,2	21,4	8,3	22,4
Activités et services de soutien	97,1	97,1	88,5	–	9,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,4	1,6	1,3	(12,5)	7,7
	124,7	122,9	111,2	1,5	12,1
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	116,5	119,1	117,9	(2,2)	(1,2)
Charges d'intérêts	6,5	6,5	6,5	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	110,0	112,6	111,4	(2,3)	(1,3)
Impôt sur le résultat	21,8	24,4	23,2	(10,7)	(6,0)
Bénéfice net ajusté ¹	88,2	88,2	88,2	–	–
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	1,4	142,9	21,4
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires¹	86,5 \$	87,5 \$	86,8 \$	(1,1)%	(0,3)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Tableau 16 : Résultats d'exploitation – Placements Mackenzie

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	252,1 \$	256,6 \$	238,2 \$	(1,8)%	5,8 %
Frais de rachat	0,5	0,4	0,6	25,0	(16,7)
	252,6	257,0	238,8	(1,7)	5,8
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(83,7)	(84,0)	(79,3)	(0,4)	5,5
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	168,9	173,0	159,5	(2,4)	5,9
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	31,8	31,3	29,1	1,6	9,3
Gestion d'actifs – produits nets	200,7	204,3	188,6	(1,8)	6,4
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,5	8,5	6,5	(82,4)	(76,9)
	202,2	212,8	195,1	(5,0)	3,6
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	26,2	24,2	21,4	8,3	22,4
Activités et services de soutien	96,5	96,6	88,1	(0,1)	9,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,4	1,6	1,3	(12,5)	7,7
	124,1	122,4	110,8	1,4	12,0
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt ¹	78,1	90,4	84,3	(13,6)	(7,4)
Charges d'intérêts	6,5	6,5	6,5	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	71,6	83,9	77,8	(14,7)	(8,0)
Impôt sur le résultat	19,0	22,0	20,5	(13,6)	(7,3)
Bénéfice net ajusté¹	52,6 \$	61,9 \$	57,3 \$	(15,0)%	(8,2)%

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

gestion provenant de nos comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des fonds négociés en bourse et des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs

de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. À compter du 1^{er} juin 2022, Mackenzie a cessé de vendre des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et des fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés, conformément aux modifications réglementaires.

- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseillers tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 168,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une hausse de 9,4 M\$, ou 5,9 %, comparativement à 159,5 M\$ à l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties est principalement attribuable à une augmentation de 9,3 % de l'actif géré moyen, comme l'illustre le tableau 13, en partie contrebalancée par une diminution du taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 51,8 points de base pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 53,0 points de base pour la période correspondante de 2024. Outre les facteurs susmentionnés, le premier trimestre de 2025 comptait un jour civil de moins que le premier trimestre de 2024, ce qui a donné lieu à une baisse de 1,9 M\$ des honoraires de gestion.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, soit une hausse de 2,7 M\$, ou 9,3 %, comparativement à 29,1 M\$ à l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle d'une augmentation de 9,5 % de l'actif géré moyen. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 mars 2025 s'est établi à 15,1 points de base, comparativement à 15,0 points de base à la période correspondante de 2024. Outre les facteurs susmentionnés, le premier trimestre de 2025 comptait un jour civil de moins que le premier trimestre de 2024, ce qui a donné lieu à une baisse de 0,4 M\$ des honoraires de gestion.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 6,5 M\$ à l'exercice précédent.

Charges

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 26,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 4,8 M\$, ou 22,4 %, par rapport à 21,4 M\$ en 2024. L'augmentation enregistrée au cours du trimestre est principalement attribuable au calendrier des dépenses liées aux produits et des frais de marketing et de distribution, y compris en vue du lancement de produits au deuxième trimestre de 2025.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, en hausse de 8,4 M\$, ou 9,5 %, par rapport à 88,1 M\$ en 2024.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, comparativement à 1,3 M\$ en 2024.

Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 6,5 M\$ au premier trimestre de 2025, inchangées par rapport à la période correspondante de 2024. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction de l'affectation, à Mackenzie, d'un montant de 450 M\$ de la dette à long terme de la Société financière IGM.

Premier trimestre de 2025 par rapport au quatrième trimestre de 2024

Produits

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 168,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 4,1 M\$, ou 2,4 %, par rapport à 173,0 M\$ au quatrième trimestre de 2024. Les facteurs ayant contribué à cette diminution nette sont les suivants :

- Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets s'est établi à 51,8 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 52,8 points de base pour le quatrième trimestre. La baisse du taux découle principalement d'un changement dans la composition de l'actif géré, ayant notamment eu pour effet d'accroître la proportion de produits tarifés autres que de détail. L'intégration de mandats de 3,6 G\$ auprès de clients institutionnels au cours du premier trimestre de 2025 et la hausse de l'actif géré par l'intermédiaire de nos partenariats avec Wealthsimple et Primerica ont contribué à cette augmentation des produits autres que de détail.
- Le premier trimestre de 2025 comptait deux jours civils de moins que le quatrième trimestre de 2024, ce qui a donné lieu à une baisse des honoraires de gestion de 3,8 M\$.
- L'actif géré moyen s'est établi à 132,2 G\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 1,7 % par rapport au trimestre précédent.

Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine se sont établis à 31,8 M\$, soit une hausse de 0,5 M\$, ou 1,6 %, par rapport à 31,3 M\$ au

quatrième trimestre. Les facteurs ayant contribué à cette augmentation nette sont les suivants :

- L'actif géré moyen s'est établi à 85,3 G\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,6 % par rapport au trimestre précédent.
- Le taux des honoraires de gestion d'actifs s'est établi à 15,1 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 14,8 points de base pour le quatrième trimestre.
- Le premier trimestre de 2025 comptait deux jours civils de moins que le quatrième trimestre de 2024, ce qui a donné lieu à une baisse de 0,7 M\$ des honoraires de gestion.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,5 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 8,5 M\$ pour le quatrième trimestre.

Charges

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 26,2 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 24,2 M\$ pour le quatrième trimestre.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 96,5 M\$ pour le trimestre considéré, soit une baisse de 0,1 M\$, ou 0,1 %, comparativement à 96,6 M\$ pour le quatrième trimestre.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,4 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,6 M\$ au quatrième trimestre.

Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

Le bénéfice net ajusté des investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs est présenté au tableau 17. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2025 s'est chiffré à 33,9 M\$, comparativement à 29,5 M\$ en 2024 et à 25,6 M\$ au trimestre précédent.

La quote-part du bénéfice des entreprises associées se compose du bénéfice en capitaux propres provenant de ChinaAMC et de Northleaf.

La quote-part du résultat de ChinaAMC revenant à la Société s'est chiffrée à 30,6 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 26,9 M\$ pour la période correspondante de 2024.

La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société s'est chiffrée à 8,4 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 7,1 M\$ pour la période correspondante de 2024. Ce résultat a été contrebalancé par la participation ne donnant pas le contrôle, comme il est présenté dans le tableau.

Tableau 17 : Résultats d'exploitation – Investissements stratégiques du secteur Gestion d'actifs

				Variation	
Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Quote-part du résultat des entreprises associées					
ChinaAMC	30,6 \$	25,4 \$	26,9 \$	20,5 %	13,8 %
Northleaf	8,4	3,8	7,1	121,1	18,3
	39,0	29,2	34,0	33,6	14,7
Charges					
Activités et services de soutien	0,6	0,5	0,4	20,0	50,0
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	38,4	28,7	33,6	33,8	14,3
Impôt sur le résultat	2,8	2,4	2,7	16,7	3,7
Bénéfice net ajusté ¹	35,6	26,3	30,9	35,4	15,2
Participation ne donnant pas le contrôle	1,7	0,7	1,4	142,9	21,4
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹	33,9 \$	25,6 \$	29,5 \$	32,4 %	14,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Activités internes et autres

Revue des résultats d'exploitation du secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les placements de la Société dans Lifeco et Portage Ventures LP (« Portage »). Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice ajusté provenant du secteur Activités internes et autres comprend la quote-part revenant à la Société du bénéfice fondamental de Lifeco, une autre mesure utilisée par Lifeco pour comprendre la performance sous-jacente des activités par rapport au bénéfice net selon les normes IFRS. Pour obtenir l'information financière sur Lifeco, il y a lieu de consulter les documents qui ont été déposés sur www.sedarplus.ca. Des produits tirés des placements nets liés au capital non attribué ainsi que des écritures d'élimination liées à la consolidation sont également compris dans ce secteur.

Au 31 mars 2025, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

Portage consiste en des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de Power.

En plus de Lifeco et des autres placements détenus par la Société, le secteur Activités internes et autres inclut le capital non attribué, qui totalisait 615,1 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 531,3 M\$ au 31 décembre 2024, comme il est présenté dans le tableau 18.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Activités internes et autres est présenté dans le tableau 19.

Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 24,5 M\$, soit une augmentation de 0,6 M\$ pour le premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 20,5 M\$, soit une diminution de 2,3 M\$ pour le premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024. Ces résultats reflètent la quote-part du bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 4,2 M\$ au premier trimestre de 2025, en hausse de 0,4 M\$ par rapport à 3,8 M\$ en 2024.

Tableau 18 : Total de l'actif – Activités internes et autres

(en M\$)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Participations dans une entreprise associée		
Lifeco	656,8 \$	633,5 \$
Investissements à la JVAERG		
Portage et autres investissements	158,3	151,6
Capital non attribué	615,1	531,3
Total de l'actif	1 430,2 \$	1 316,4 \$
<i>Juste valeur de Lifeco</i>	1 247,4 \$	1 053,9 \$

Tableau 19 : Résultats d'exploitation – Activités internes et autres

Trimestres clos les (en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024	Variation	
				31 déc. 2024	31 mars 2024
Produits					
Gestion de patrimoine	(3,3)\$	(2,8)\$	(1,9)\$	(17,9)%	(73,7)%
Gestion d'actifs	(26,5)	(26,7)	(26,0)	0,7	(1,9)
Charge de rémunération des courtiers	(1,4)	(1,2)	(0,8)	16,7	75,0
Gestion d'actifs – produits nets	(27,9)	(27,9)	(26,8)	–	(4,1)
Produits tirés des placements nets et autres produits	4,2	5,5	3,8	(23,6)	10,5
Quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco	24,5	26,3	23,9	(6,8)	2,5
	(2,5)	1,1	(1,0)	n.s.	(150,0)
Charges					
Activités et services de soutien	0,8	1,0	0,4	(20,0)	100,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	(31,2)	(30,9)	(28,8)	(1,0)	(8,3)
	(30,4)	(29,9)	(28,4)	(1,7)	(7,0)
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat ¹	27,9	31,0	27,4	(10,0)	1,8
Impôt sur le résultat	0,9	1,4	0,9	(35,7)	–
Bénéfice net ajusté¹	27,0 \$	29,6 \$	26,5 \$	(8,8)%	1,9 %

1. Une mesure financière non conforme aux normes IFRS – se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Résultats du premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2024

La quote-part du bénéfice fondamental de Lifeco s'est établie à 24,5 M\$ au premier trimestre de 2025, soit une diminution de 1,8 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2024. La quote-part du bénéfice net de Lifeco s'est établie à 20,5 M\$, en baisse de 5,8 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2024.

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 mars 2025, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 20,2 G\$, comparativement à 20,7 G\$ au 31 décembre 2024.

Autres investissements

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 20.

Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG »)

Les profits et les pertes sur les investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthsimple et dans Portage. Ces investissements sont comptabilisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalisait 1 367,9 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 1 350,4 M\$ au 31 décembre 2024, est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

Wealthsimple Financial Corp.

Wealthsimple est une société financière qui fournit des outils numériques simples pour aider les épargnants à gérer et à faire fructifier leur argent. L'investissement de

la Société dans Wealthsimple est principalement détenu par l'entremise d'une société en commandite sous le contrôle de Power. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société financière IGM Inc. détient une participation économique de 27,2 % dans Wealthsimple (31 décembre 2024 – 27,2 %).

Au 31 mars 2025, la juste valeur de l'investissement de la Société dans Wealthsimple était de 1 219 M\$, inchangée par rapport au 31 décembre 2024. La juste valeur est déterminée en tenant compte de transactions observables sur les investissements, le cas échéant, des flux de trésorerie actualisés et d'autres paramètres d'évaluation, y compris les multiples des produits, utilisés dans l'évaluation de sociétés ouvertes analogues.

Le total de l'actif administré de Wealthsimple s'établissait à 73,0 G\$ au 31 mars 2025, ce qui représente une augmentation de 14,1 % par rapport à 64,0 G\$ au 31 décembre 2024.

Juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »)

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Tableau 20 : Autres investissements

(en M\$)	31 mars 2025		31 décembre 2024	
	Coût	Juste valeur	Coût	Juste valeur
JVAERG				
Investissements d'entreprise	292,2 \$	1 367,9 \$	289,9 \$	1 350,4 \$
JVRN				
Titres de capitaux propres	1,8	2,0	1,8	2,0
Fonds d'investissement exclusifs	85,3	93,8	107,8	116,1
	87,1	95,8	109,6	118,1
	379,3 \$	1 463,7 \$	399,5 \$	1 468,5 \$

Prêts

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 21.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels, y compris des marges de crédit hypothécaires, et représentaient 27,0 % du total de l'actif au 31 mars 2025, comparativement à 26,4 % au 31 décembre 2024.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 mars 2025, un passif correspondant totalisant 5,0 G\$, soit le même montant qu'au 31 décembre 2024, a été comptabilisé au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 402,3 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 405,7 M\$ au 31 décembre 2024.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Au 31 mars 2025, IG Gestion de patrimoine gérât des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 6,8 G\$.

Accords de titrisation

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers

qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titrise des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au premier trimestre de 2025, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 285,2 M\$, comparativement à 257,0 M\$ en 2024. La

Tableau 21 : Prêts

(en M\$)	31 mars 2025	31 décembre 2024
Coût amorti	5 415,6 \$	5 463,2 \$
Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	(0,8)	(0,8)
	5 414,8	5 462,4
JVRN	52,0	–
	5 466,8 \$	5 462,4 \$

rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 6 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

Participation dans des entreprises associées

La Société utilise la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser ses investissements dans des entreprises associées, dont Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« ChinaAMC »), Rockefeller Capital Management (« Rockefeller ») et Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), puisqu'elle exerce une influence notable. La variation des valeurs comptables pour le trimestre clos le 31 mars 2025, par rapport à 2024, est présentée dans le tableau 22.

Great-West Lifeco Inc.

Au 31 mars 2025, la Société détenait une participation de 2,4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power.

China Asset Management Co., Ltd.

Au 31 mars 2025, la Société détenait une participation de 27,8 % dans ChinaAMC. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant positif de 8,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025, est attribuable à

une appréciation de 0,4 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

L'actif géré total de ChinaAMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 2 669,8 milliards de RMB¥ (529,1 G\$) au 31 mars 2025, soit une hausse de 8,3 % (8,8 % en dollars canadiens) par rapport à 2 464,5 milliards de RMB¥ (486,2 G\$) au 31 décembre 2024. Les flux nets dans les fonds d'investissement, compte non tenu de l'actif géré des filiales et des investisseurs institutionnels, s'élevaient à 101,5 milliards de RMB¥ pour le trimestre clos le 31 mars 2025 (flux nets obtenus de Wind Information Co., Ltd.).

Rockefeller Capital Management

Au 31 mars 2025, la Société détenait une participation de 20,5 % dans Rockefeller.

L'actif de la clientèle de Rockefeller s'élevait à 154,4 G\$ US (222,1 G\$) au 31 mars 2025, ce qui représente une hausse de 2,1 % (2,0 % en dollars canadiens), comparativement à 151,2 G\$ US (217,7 G\$) au 31 décembre 2024.

Northleaf Capital Group Ltd.

Au 31 mars 2025, la Société détenait un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 56 % dans Northleaf, compte non tenu de la participation ne donnant pas le contrôle de Lifeco.

Mackenzie et Lifeco auront l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir du quatrième trimestre de 2025 et par la suite.

Tableau 22 : Participation dans des entreprises associées

(en M\$)	31 mars 2025						31 mars 2024					
	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total	Lifeco	ChinaAMC	Rockefeller	Northleaf	Autres	Total
Trimestres clos les												
Valeur comptable au 1^{er} janvier	633,5 \$	2 030,1 \$	903,2 \$	353,5 \$	59,4 \$	3 979,7 \$	589,3 \$	1 885,3 \$	844,8 \$	301,8 \$	38,0 \$	3 659,2 \$
Entrées	–	–	–	11,0	–	11,0	–	–	0,1	–	–	0,1
Dividendes	(13,5)	(66,0)	–	–	–	(79,5)	(12,3)	(73,0)	–	(7,9)	–	(93,2)
Quote-part des éléments suivants :												
Bénéfice (perte) ^{1,2}	20,5	30,6	(4,3)	8,4	0,6	55,8	22,8	26,9	(4,4)	7,1	(0,7)	51,7
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	16,3	8,3	(1,2)	(3,3)	–	20,1	(1,6)	3,8	19,0	–	–	21,2
Valeur comptable au 31 mars	656,8 \$	2 003,0 \$	897,7 \$	369,6 \$	60,0 \$	3 987,1 \$	598,2 \$	1 843,0 \$	859,5 \$	301,0 \$	37,3 \$	3 639,0 \$

- La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans les secteurs Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs ou Activités internes et autres. La quote-part du bénéfice de Lifeco comprend d'autres éléments liés à Lifeco de (4,0) M\$ pour le premier trimestre de 2025, comparativement à (1,1) M\$ pour le premier trimestre de 2024.
- La quote-part du bénéfice de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'est établie à 6,7 M\$ pour le trimestre de 2025, comparativement à 5,7 M\$ en 2024.

Une contrepartie additionnelle d'au plus 245,0 M\$ pourrait être exigible au quatrième trimestre de 2025, sous réserve de l'atteinte par Northleaf d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance. Au 31 mars 2025, la juste valeur estimative de la contrepartie additionnelle était de 51,0 M\$ (31 décembre 2024 – 40,0 M\$). La variation de la juste valeur de 11,0 M\$ pour le trimestre a été comptabilisée à titre d'ajustement du coût de l'investissement de la

Société dans Northleaf, dont une tranche de 2,2 M\$ était attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 32,7 G\$ au 31 mars 2025, ce qui représente une hausse de 0,7 G\$, ou 2,2 %, comparativement à 32,0 G\$ au 31 décembre 2024. L'augmentation au cours du trimestre est attribuable au montant de 1,1 G\$ affecté à de nouveaux engagements, partiellement contrebalancé par une baisse de 0,4 G\$ ayant trait au remboursement de capital.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

Situation de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 772,2 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 910,3 M\$ au 31 décembre 2024 et à 500,1 M\$ au 31 mars 2024.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans les dépôts de clients.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 627,5 M\$ au 31 mars 2025, comparativement à 605,1 M\$ au 31 décembre 2024 et à 443,5 M\$ au 31 mars 2024 (tableau 23).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente;
- le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires;
- le paiement d'intérêts relativement à la dette à long terme;
- le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées;
- le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation;
- le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme;
- les dépenses d'investissement dans les activités et les acquisitions d'entreprises.

Tableau 23 : Fonds de roulement

(en M\$)	31 mars 2025	31 déc. 2024	31 mars 2024
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	772,2 \$	910,3 \$	500,1 \$
Fonds de clients déposés	3 282,4	3 723,7	3 023,2
Débiteurs et autres actifs	464,2	364,7	477,6
Tranche courante des prêts hypothécaires titrisés et autres prêts	951,6	1 307,1	957,8
	5 470,4	6 305,8	4 958,7
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	688,9	797,1	630,2
Dépôts de clients	3 269,9	3 702,5	2 998,4
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	884,1	1 201,1	886,6
	4 842,9	5 700,7	4 515,2
Fonds de roulement	627,5 \$	605,1 \$	443,5 \$

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 393,6 M\$ pour le premier trimestre de 2025, comparativement à 374,5 M\$ pour le premier trimestre de 2024 et à 409,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente »), une mesure non conforme aux normes IFRS (se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et autres mesures financières »), a totalisé 359,4 M\$ pour le premier trimestre de 2025, comparativement à 341,3 M\$ pour le premier trimestre de 2024 et à 374,9 M\$ pour le quatrième trimestre de 2024. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 24, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2025. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont diminué de 138,1 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à une diminution de 44,5 M\$ en 2024.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours du premier trimestre de 2025, par rapport à 2024, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

- la réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées;
- la réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs;
- la déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus;
- la réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie;
- des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres;
- la déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Tableau 24 : Flux de trésorerie

<i>Trimestres clos les (en M\$)</i>	31 mars 2025	31 mars 2024	Variation
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	305,0 \$	292,1 \$	4,4 %
Impôt sur le résultat payé	(102,8)	(57,3)	(79,4)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	(132,1)	(102,9)	(28,4)
	70,1	131,9	(46,9)
Activités de financement	(191,1)	(190,4)	(0,4)
Activités d'investissement	(17,1)	14,0	n.s.
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(138,1)	(44,5)	(210,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	910,3	544,6	67,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	772,2 \$	500,1 \$	54,4 %

Les activités de financement au cours du premier trimestre de 2025 par rapport à 2024 avaient trait à ce qui suit :

- une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 285,4 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 284,9 M\$ en 2025, comparativement à une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 256,4 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 294,9 M\$ en 2024;
- le rachat de 1 754 700 actions ordinaires en 2025 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM au coût de 78,8 M\$, comparativement au rachat de 340 000 actions ordinaires au coût de 12,0 M\$ en 2024;
- le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 133,8 M\$ en 2025, comparativement à 133,9 M\$ en 2024.

Les activités d'investissement au cours du premier trimestre de 2025 par rapport à 2024 avaient principalement trait à ce qui suit :

- l'achat d'autres investissements totalisant 15,8 M\$ et le produit de 16,0 M\$ de la vente d'autres investissements en 2025, comparativement à 22,9 M\$ et à 34,6 M\$, respectivement, en 2024;
- une augmentation des prêts de 389,7 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 393,1 M\$ en 2025, comparativement à 246,6 M\$ et à 268,2 M\$, respectivement, en 2024, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société;
- la trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles et autres s'est établie à 13,0 M\$ en 2025, comparativement à 15,7 M\$ en 2024.

Cumul des autres éléments du résultat global

Le cumul des autres éléments de bénéfice global totalisait 1,1 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 0,5 G\$ au 31 mars 2024, comme l'illustre le tableau 25.

Les autres éléments du bénéfice global à l'égard des participations dans des entreprises associées en 2025 découlent essentiellement de l'écart de change ayant trait à l'investissement de la Société dans Lifeco.

Sources de financement

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solide. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres, lesquels totalisaient 10,3 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 10,2 G\$ au 31 décembre 2024. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire les besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché

Tableau 25 : Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)

(en M\$)	Avantages du personnel	Autres investissements	Participation dans des entreprises associées et autres	Total
2025				
Solde au 1 ^{er} janvier	34,1 \$	917,3 \$	118,7 \$	1 070,1 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	(0,5)	13,2	20,7	33,4
Solde au 31 mars	33,6 \$	930,5 \$	139,4 \$	1 103,5 \$
2024				
Solde au 1 ^{er} janvier	(14,0)\$	394,0 \$	(63,7)\$	316,3 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	27,4	97,8	23,1	148,3
Solde au 31 mars	13,4 \$	491,8 \$	(40,6)\$	464,6 \$

non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,4 G\$ au 31 mars 2025, inchangée par rapport au 31 décembre 2024. La dette à long terme comprend des débentures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, la Société a racheté 1 754 700 actions ordinaires à un coût de 78,8 M\$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (se reporter à la note 8 des états financiers intermédiaires).

Le 23 décembre 2024, la Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'au plus 5 millions de ses actions ordinaires aux fins d'annulation afin d'atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Société et pour d'autres fins de gestion du capital. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités précédente de la Société a pris fin le 20 décembre 2024, et la Société était autorisée à racheter jusqu'à 3 millions de ses actions ordinaires.

Dans le cadre de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a établi un régime d'achat automatique de titres pour ses actions ordinaires. Le régime d'achat automatique de titres fournit des instructions standards quant à la façon dont les actions ordinaires de la Société financière IGM doivent être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités pendant certaines périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées, sous réserve de paramètres préétablis. Les rachats effectués en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société en tout autre moment que lors de ces périodes d'interdiction d'opérations prédéterminées seront réalisés au gré de la direction.

En 2025, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 133,2 M\$ sur actions ordinaires, ou 0,5625 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Morningstar DBRS aux débentures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société à remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débentures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par Morningstar DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de Morningstar DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide, mais leur qualité de crédit est inférieure à la notation AA. Les entreprises qui obtiennent la notation « A (élevée) » pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs

potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

Instruments financiers

Le tableau 26 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les fonds de clients déposés, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les créditeurs et charges à payer, les dépôts de clients, la facilité de crédit et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres investissements ainsi que les autres actifs financiers et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt

du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.

- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les méthodes d'évaluation utilisées pour les autres investissements classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global comprennent la comparaison avec les opérations conclues avec des tiers dans des conditions normales de concurrence sur le marché, l'utilisation de multiples de marché et l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Tableau 26 : Instruments financiers

(en M\$)	31 mars 2025		31 décembre 2024	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres investissements				
– JVAERG	1 367,9 \$	1 367,9 \$	1 350,4 \$	1 350,4 \$
– JVRN	95,8	95,8	118,1	118,1
Prêts				
– JVRN	52,0	52,0	–	–
Instruments financiers dérivés	28,5	28,5	36,0	36,0
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 414,8	5 474,0	5 462,4	5 491,9
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	26,7	26,7	25,7	25,7
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 029,1	5 130,0	5 024,9	5 098,4
Dette à long terme	2 400,0	2 507,8	2 400,0	2 485,4

Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

Cadre de gestion des risques

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques exhaustif, qui comporte quatre principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de gestion des risques est approuvé par le conseil d'administration.

Gouvernance du risque

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par les services de la gestion des risques, de la conformité et de l'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance

du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir l'appétit pour le risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.
- Le comité des ressources humaines supervise les pratiques et les politiques en matière de ressources humaines et de talents, y compris en ce qui concerne la rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie, ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef de l'information, du chef des ressources humaines et du chef de la gestion des risques, qui relève du chef de la direction de la Société financière IGM. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit

pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de la gestion des risques.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit :

- i) mettre en œuvre et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité exécutif de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques, supervisé par le chef de la gestion des risques, assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité exécutif de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques; ii) gérer le processus de gestion des risques; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les services juridiques et de la conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques de la Société sont efficaces.

Appétit pour le risque

L'appétit de la Société pour divers types de risques est établi au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque, qui est approuvé par le conseil d'administration. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Le cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque facilite l'alignement de la stratégie d'affaires sur le degré d'appétence pour le risque, soutient l'évaluation du déploiement du capital et soutient la détection, l'atténuation et la gestion des risques.

Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;

- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de gestion des risques. Le service de gestion des risques maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de gestion des risques présente, sur une base régulière, des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité exécutif de gestion des risques et au comité des risques.

Culture de gestion des risques

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de l'organisation. Le service de gestion des risques organise des ateliers sur les risques pour toutes les unités d'exploitation afin de les sensibiliser à cette question et d'intégrer notre cadre de gestion des risques dans les activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, et sont souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à

long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

Principaux risques de l'entreprise

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Les risques sont déterminés en fonction de notre méthodologie établie, qui tient compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en trois catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel et le risque lié à la planification stratégique et d'entreprise.

1) Risque financier

Il s'agit du risque de perte financière lié à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils, au risque de liquidité et de financement, au risque de crédit ou au risque de marché.

Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissaient à 275,0 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 270,4 G\$ au 31 décembre 2024. L'actif géré et l'actif sous services-conseils, y compris les investissements stratégiques, se chiffraient à 503,6 G\$ au 31 mars 2025, comparativement à 483,5 G\$ au 31 décembre 2024.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les volumes de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils subissent l'incidence des ventes nettes et des variations du marché.

De par leur nature, les marchés mondiaux sont assujettis à l'incertitude et à divers risques. Les fluctuations des cours boursiers, des taux de change, de la valeur des actifs immobiliers, des taux d'intérêt et des écarts de taux ou d'autres valeurs liés aux actifs pourraient faire diminuer l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice de la Société. Un ralentissement économique général, la volatilité des marchés, le rééquilibrage des placements de la clientèle, un faible rendement des placements ou un manque de confiance des investisseurs

Tableau 27 : Actif géré de la Société financière IGM – Composition en fonction de l'actif et en fonction de la devise

Au 31 mars 2025	Fonds d'investissement	Total
Trésorerie	2,8 %	3,7 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	2,9	3,1
Autres titres à revenu fixe	22,4	22,2
Actions canadiennes	19,9	24,1
Actions étrangères	49,9	45,3
Biens immeubles	2,1	1,6
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	48,1 %	53,8 %
Dollars américains	36,8	32,8
Autres	15,1	13,4
	100,0 %	100,0 %

pourraient également entraîner une baisse des ventes, une hausse des niveaux de rachat et une baisse de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils.

La Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de sa clientèle sera avantageuse à long terme pour les résultats financiers et correspond aux attentes des parties prenantes. Par conséquent, la Société n'entreprend habituellement pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

L'exposition de la Société au risque du marché concorde avec l'expérience de sa clientèle. L'actif géré est largement diversifié par catégorie d'actifs, par région, par secteur, par équipe de placement et par style. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

Les titres de capitaux propres canadiens et étrangers sont exposés au risque actions, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice. Le risque actions se divise en deux catégories : le risque actions général et le risque propre à l'émetteur. Les gestionnaires de fonds internes et externes de la Société réduisent l'exposition au risque propre à l'émetteur grâce à la diversification.

Les titres à revenu fixe sont exposés au risque de taux d'intérêt. Une hausse des taux d'intérêt entraîne une baisse du cours de marché des titres à revenu fixe, tandis qu'une baisse des taux d'intérêt entraîne une hausse du cours de marché, ce qui a une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Les titres libellés en devises sont exposés au risque de change. La dépréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une baisse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, tandis que l'appréciation d'une devise par rapport au dollar canadien entraînera une hausse de la valeur des titres libellés en dollars canadiens, ce qui aura une incidence sur l'actif géré et l'actif sous services-conseils, les produits et le bénéfice.

Risque de liquidité et de financement

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Notre profil de liquidité est structuré de manière à nous assurer de disposer de liquidités suffisantes pour répondre aux exigences actuelles et futures, tant dans des conditions normales que dans des conditions difficiles. Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;

Tableau 28 : Obligations contractuelles

Au 31 mars 2025 (en M\$)	À vue	Moins de 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Après 5 ans	Total
Instruments financiers dérivés	– \$	9,3 \$	17,4 \$	– \$	26,7 \$
Dépôts de clients ¹	3 269,9	–	–	–	3 269,9
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 275,2	3 742,1	11,8	5 029,1
Contrats de location ²	–	29,5	92,6	107,8	229,9
Dette à long terme	–	–	525,0	1 875,0	2 400,0
Total des obligations contractuelles	3 269,9 \$	1 314,0 \$	4 377,1 \$	1 994,6 \$	10 955,6 \$

1. Les dépôts de clients payables à vue sont principalement contrebalancés par les fonds de clients déposés.

2. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.

- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision des risques de liquidité et de financement par un comité interne de gestion des risques financiers.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires, y compris des marges de crédit hypothécaires, en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées

par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

La Société accède aux marchés des titres d'emprunt à long terme non garantis aux fins générales et s'assure d'une structure d'échéances bien diversifiée afin de gérer les risques de financement connexes.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 28.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 800 M\$ au 31 mars 2025, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Les marges de crédit au 31 mars 2025 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 150 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2024. Toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir

ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le risque de marché sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque de crédit

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La Société est exposée au risque de crédit par l'intermédiaire de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, des fonds de clients déposés, des portefeuilles de prêts hypothécaires et de l'utilisation de dérivés négociés sur le marché hors cote. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 mars 2025, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 772,2 M\$ (31 décembre 2024 – 910,3 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 596,1 M\$ (31 décembre 2024 – 545,0 M\$) principalement déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 176,1 M\$ (31 décembre 2024 – 365,3 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 16,7 M\$ (31 décembre 2024 – 37,9 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 141,9 M\$ (31 décembre 2024 – 289,5 M\$), ainsi que de dépôts bancaires à terme de 17,5 M\$ (31 décembre 2024 – 37,9 M\$).

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement et sa politique de gestion du risque de contrepartie, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Au 31 mars 2025, les fonds de clients déposés d'IG Gestion de patrimoine, qui s'élevaient à 3,3 G\$ (31 décembre 2024 – 3,7 G\$), étaient déposés dans des banques à charte de l'annexe I et environ 89 % des dépôts de clients étaient assurés par la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC »).

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 mars 2025, les prêts hypothécaires résidentiels, (incluant les marges de crédit hypothécaire) de 5,5 G\$ (31 décembre 2024 – 5,5 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,1 G\$ (31 décembre 2024 – 5,1 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 402,3 M\$ (31 décembre 2024 – 405,7 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 11,9 M\$ (31 décembre 2024 – 11,2 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client ou la cliente et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen d'un réseau de conseillers hypothécaires et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client ou d'une cliente.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 2,5 G\$ (31 décembre 2024 – 2,5 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.

- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiducies de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,5 G\$ (31 décembre 2024 – 2,6 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 61,6 M\$ (31 décembre 2024 – 62,7 M\$) et à 37,3 M\$ (31 décembre 2024 – 38,0 M\$), respectivement, au 31 mars 2025. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

Au 31 mars 2025, une proportion de 49,2 % (31 décembre 2024 – 48,9 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan était assurée. Au 31 mars 2025, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 3,9 M\$, comparativement à 3,5 M\$ au 31 décembre 2024. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 2,1 M\$ au 31 mars 2025, soit le même montant qu'au 31 décembre 2024.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme IG Mackenzie dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 mars 2025, inchangée par rapport au 31 décembre 2024, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes des taux d'intérêt; iii) les paramètres de crédit actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes; iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients et nos clientes; et v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Instruments dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la section « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit si ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique liée aux instruments dérivés, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 31,1 M\$ (31 décembre 2024 – 40,4 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 11,0 M\$ au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – 20,6 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 mars 2025. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2024.

Se référer à la note 6 des états financiers intermédiaires et aux notes 2, 7, 8 et 24 des états financiers consolidés contenus dans le rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc. pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, des cours boursiers ou des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 mars 2025, ce swap avait une juste valeur négative de 9,0 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 3,6 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,3 G\$ (31 décembre 2024 – 0,3 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 mars 2025, ces swaps avaient une juste valeur de 3,3 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 4,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,4 G\$ (31 décembre 2024 – 1,4 G\$). Au 31 mars 2025, la juste valeur négative nette de 5,7 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 7,9 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 1,7 G\$ (31 décembre 2024 – 1,7 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments

du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur négative de 1,0 M\$ (31 décembre 2024 – juste valeur négative de 1,1 M\$) sur un montant notionnel en cours de 80,0 M\$ au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – 166,0 M\$).

Au 31 mars 2025, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait représenté une diminution d'environ 0,4 M\$ (31 décembre 2024 – une augmentation de 0,5 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2024.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net et sur ses participations dans des entreprises associées, lesquelles sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Au 31 mars 2025, la juste valeur des autres investissements était de 1,5 G\$ (31 décembre 2024 – 1,5 G\$), comme l'illustre le tableau 20, et la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées était de 4,0 G\$ au 31 mars 2025 (31 décembre 2024 – 4,0 G\$).

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans ChinaAMC et dans Rockefeller. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Au 31 mars 2025, une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 136,2 M\$ (150,5 M\$).

La quote-part du résultat de ChinaAMC et de Rockefeller revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part

du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Pour la période close le 31 mars 2025, l'incidence sur le bénéfice net d'une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises aurait donné lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 1,2 M\$ (1,4 M\$).

2) Risque opérationnel

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou des événements externes.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes liés à l'information, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des défaillances de tiers clés, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent du service de gestion des risques, du service de la conformité et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus de gouvernance de l'assurance qui comprend la supervision par le comité directeur en matière d'assurance et par les hauts dirigeants. Dans le cadre de ce processus, la nature et l'étendue de la couverture d'assurance de la Société font régulièrement l'objet d'examen afin de s'assurer que la protection demeure appropriée et qu'elle est conforme aux lois, aux règlements et aux ententes contractuelles pertinents.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

Cyberrisque et risque lié aux technologies

Il s'agit du risque de défaillance ou d'utilisation inappropriée des systèmes liés à l'information et à la

technologie qui permettent la mise en œuvre des activités et des stratégies d'affaires, ce qui pourrait entraîner une interruption des activités et des occasions manquées.

La technologie est à la base de nos activités et de l'expérience client, des employés et des conseillers. Par conséquent, nous sommes exposés à des risques liés à la cybersécurité, comme le vol d'identité, les brèches dans les systèmes technologiques et les attaques de logiciels malveillants. À l'échelle mondiale, le volume de ces activités a augmenté et pourrait compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de sa clientèle ou d'autres parties prenantes, et pourrait également entraîner d'autres conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Notre politique de gestion des risques liés à la technologie fournit un cadre de gestion du risque lié aux technologies, et nos programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, nos processus de comparaison de nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur ainsi que nos méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et les moyens dont nous nous sommes dotés pour intervenir en cas de besoin assurent notre résilience dans le cadre de la gestion de ce risque.

Risque lié aux relations avec des tiers

Il s'agit du risque qui existe du fait de recourir à des tiers externes pour soutenir ou exécuter entièrement les tâches nécessaires aux activités et à la stratégie de l'entreprise.

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficience. Notre exposition au risque lié aux relations avec des tiers peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources spécialisées, incluant des politiques en matière de gestion du risque lié aux relations avec des tiers, d'approvisionnement et de contrats, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux relations avec des tiers. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers et de manière continue. Tandis que nous nous fions de plus en plus à des tiers, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

Risque lié aux modèles

Il s'agit du risque de perte financière ou d'atteinte à la réputation découlant de conclusions et de décisions fondées sur des modèles incorrects ou mal utilisés.

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

Risque juridique et réglementaire

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées. Ce risque est lié à la réglementation portant sur la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités, y compris dans les territoires étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences d'un organisme d'autoréglementation, l'Organisme canadien de réglementation des investissements (« OCRI »). Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent

sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Risque lié à la protection de la vie privée

Le risque lié à la protection de la vie privée est le risque que les renseignements personnels soient accessibles, recueillis, utilisés, transférés, divulgués et conservés en violation des lois, des règlements ou des normes éthiques applicables. Nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services à la clientèle, et lorsque nous avons obtenu son consentement.

Si nous devons partager les renseignements personnels avec des tiers, nous demeurons responsables de ces

renseignements et nous les protégeons au moyen de mesures contractuelles et d'autres mesures qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

La Société financière IGM a mis en place un cadre de gestion du risque d'entreprise lié à la protection de la vie privée pour gérer le risque lié à la protection de la vie privée. Notre chef de la protection des renseignements personnels dirige et supervise notre programme en matière de protection de la vie privée, en partenariat avec des équipes interfonctionnelles, afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques, des normes et des contrôles à l'échelle de l'entreprise concernant la gestion et la protection des renseignements personnels. L'équipe responsable de la protection de la vie privée de l'entreprise, qui relève ultimement du chef de la protection des renseignements personnels, travaille avec les unités d'exploitation de première ligne pour traiter des questions de protection de la vie privée.

Les employés et les conseillers sont tenus de suivre une formation obligatoire sur la protection de la vie privée lors de leur intégration, et chaque année par la suite. La formation aborde nos obligations, nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer et de signaler les plaintes, les demandes d'accès à l'information et les atteintes à la vie privée, et de prévenir ces dernières.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre la Corporation Financière Mackenzie (« Mackenzie »). Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Ce recours a été certifié en janvier 2024. En août 2022, un deuxième recours collectif proposé concernant la même question a été déposé contre Mackenzie.

À la fin de mars 2023, la Société a été avisée par l'un de ses fournisseurs de services externes, InvestorCOM Inc., que ce dernier avait été compromis par un incident de cybersécurité lié à l'un de ses fournisseurs de technologies, GoAnywhere. La Société a avisé les clients et les clientes concernés et a offert à toute sa clientèle une surveillance du crédit gratuite. Quatre recours

collectifs proposés ont été déposés contre Mackenzie relativement à cet incident.

Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié au personnel

Ce risque se rapporte à l'incapacité potentielle à attirer ou à maintenir en poste du personnel ou des conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, à avoir une main-d'œuvre diversifiée, équitable et inclusive, à offrir des occasions de perfectionnement pour atteindre les objectifs d'affaires actuels et futurs, à soutenir le bien-être et la mobilisation des employés et à soutenir la planification continue de la relève et de la transition du personnel ou des affaires.

Nous gérons ce risque au moyen d'une rémunération et d'une gamme d'avantages concurrentiels, de programmes de formation et de perfectionnement, ainsi que de sondages périodiques auprès du personnel et des conseillers et conseillères.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité, d'équité et d'inclusion pour favoriser une expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et employées, nos conseillers et conseillères en gestion de patrimoine, ainsi que pour notre clientèle, ce qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

Nous avons également mis en place une stratégie en matière de mieux-être dans le but de soutenir nos employés en nous assurant qu'ils sont en bonne condition physique, ont une bonne santé émotionnelle, sont à l'aise financièrement et disposent d'un réseau social.

Gestion de la continuité des activités

Il s'agit du risque que l'organisation ne puisse pas rétablir et maintenir efficacement les processus d'affaires critiques en cas d'interruption (circonstances internes, externes, physiques ou naturelles) ou réagir à une crise ou à un événement d'urgence.

Un programme de gestion de la continuité des activités assure le maintien des processus critiques de la Société en cas d'interruption des activités.

Le plan d'intervention en cas de crise de la Société décrit les politiques et les procédures à suivre pour faire face aux situations qui pourraient avoir des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. Une équipe chargée de l'évaluation des crises, composée de hauts dirigeants, est responsable d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société teste les plans de continuité des activités et de reprise après sinistre et effectue des exercices de simulation de crise sur une base régulière.

3) Risque stratégique et risque d'entreprise

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant de facteurs liés à l'environnement externe, à la stratégie ou à des activités commerciales précises de la Société.

Conjoncture commerciale générale

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés des capitaux de même que l'inflation peuvent avoir des répercussions sur les marchés du travail et de l'habitation et, plus généralement, sur la confiance des investisseurs, leurs niveaux de revenus et leur épargne. En outre, le risque géopolitique, des tensions commerciales soutenues, y compris des mesures tarifaires (ou la menace de droits de douane plus élevés) et d'autres mesures gouvernementales (dont les mesures de rétorsion), ainsi que d'autres facteurs peuvent influencer sur l'inflation, les taux d'intérêt, la croissance économique mondiale et la conjoncture des marchés au sein desquels la Société exerce ses activités. Les marchés mondiaux se heurtent

actuellement à une incertitude économique accrue en raison des droits de douane et contre-mesures tarifaires adoptés par plusieurs pays. Cette situation pourrait entraîner une baisse des ventes de produits et de services de la Société financière IGM ou amener les investisseurs à demander le rachat de leurs placements. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la section « Risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec la clientèle et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers du secteur Gestion de patrimoine et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 29 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

Établissement de la stratégie

Il s'agit du risque de ne pas parvenir à établir ou à atteindre les objectifs stratégiques appropriés, ce qui aurait une incidence sur le rendement de l'entreprise.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

Tableau 29 : Taux de rachat en glissement sur douze mois pour les fonds à long terme

	31 mars 2025	31 mars 2024
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	12,1 %	12,7 %
Mackenzie	18,9 %	18,2 %

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par deux sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction. La Société a également une fonction de surveillance de l'exécution de la stratégie et un comité qui examine et approuve les analyses de rentabilité des initiatives stratégiques et qui surveille les progrès réalisés par rapport à nos priorités et à nos objectifs stratégiques.

Le président et chef de la direction, en collaboration avec le conseil d'administration, est chargé chaque année de dresser le plan stratégique de la Société, de l'examiner et de le mettre à jour. Le plan stratégique énonce les objectifs annuels et les objectifs à long terme de la Société à la lumière des possibilités et des risques qui pourraient se présenter et de manière à favoriser la croissance rentable soutenue de la Société et l'augmentation de la valeur de la participation de ses actionnaires à long terme. Il appartient au conseil d'approuver la stratégie commerciale globale de la Société. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le conseil examine les risques à court, à moyen et à long terme qui sont inhérents au plan stratégique ainsi que les forces et les faiblesses éventuelles des tendances qui se dessinent et des possibilités qui se présentent et approuve les plans commerciaux, financiers et de gestion des capitaux annuels de la Société. La question de la stratégie est abordée à chaque réunion du conseil, y compris les progrès réalisés par rapport au plan stratégique et la mise en œuvre de celui-ci.

Risque lié à la concurrence

Produits et services offerts

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

La Société financière IGM, y compris ses filiales et les investissements stratégiques, évolue dans un environnement hautement concurrentiel et livre concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et de clientes et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les

produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons aux conseillers du secteur Gestion de patrimoine, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le volume de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions. Notre politique de gestion du risque des placements contient également des dispositions visant à réduire ce risque.

Relations d'affaires/relations avec la clientèle

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec la clientèle ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement la clientèle et les conseillers et conseillères d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, la clientèle des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et sous-conseillères et les autres fournisseurs de produits.

Toutes les ventes de fonds d'investissement, les souscriptions d'assurance, ainsi que les souscriptions

de prêts hypothécaires et bancaires d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec la clientèle, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand nombre de conseillers ou de conseillères clés, elle pourrait perdre des clients ou des clientes, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives, ainsi que sur notre culture et notre capacité à attirer des conseillers et des conseillères clés. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et de conseillères et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de sa clientèle.

La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers et les conseillères financières offrent à leur clientèle des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

Risque lié aux faits nouveaux en matière de réglementation

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société, y compris dans les pays étrangers où la Société ou des entreprises dans lesquelles elle investit exercent des activités. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et de la clientèle. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal, l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications.

Risque lié aux acquisitions

Ce risque se rapporte au risque que les objectifs visés ne soient pas atteints dans le cadre des acquisitions et des investissements stratégiques de la Société. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles

elle s'attend. Le succès d'une acquisition et des investissements stratégiques de la Société repose sur le maintien de l'actif géré, de la clientèle et des employés clés de la société acquise.

Catastrophes naturelles ou causées par l'humain

Il s'agit du risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le volume de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société. La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue de la couverture d'assurance appropriée lorsqu'elle souhaite déterminer la protection adéquate nécessaire contre les pertes imprévues et lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Risques environnementaux et sociaux

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant de l'incapacité de la Société à gérer les enjeux environnementaux ou sociaux en évolution liés à nos activités d'exploitation, à nos activités d'investissement, au respect de nos engagements en matière de développement durable, ou à y répondre, et, de plus en plus, à la conformité à la réglementation. Nous reconnaissons que nos activités peuvent présenter des risques environnementaux et sociaux et que ces risques peuvent avoir des répercussions sur les parties prenantes dans l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement, y compris sur la clientèle, les entités émettrices et les fournisseurs.

L'environnement réglementaire en matière de durabilité et de questions liées aux changements climatiques évolue rapidement. En décembre 2024, le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité (« CCNID ») a publié ses Normes canadiennes d'information sur la durabilité volontaires définitives, qui sont pour la plupart alignées sur celles du Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB). En avril 2025, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières ont annoncé la suspension de leurs travaux

visant l'élaboration d'un règlement sur la communication obligatoire d'information liée au changement climatique, soulignant que la législation en valeurs mobilières exige déjà des émetteurs qu'ils fournissent de l'information sur les risques importants liés au changement climatique qui touchent leur entreprise, comme ils sont tenus de le faire pour d'autres types d'information importante.

Compte tenu de la diversité des points de vue de nos parties prenantes et de nos collectivités sur les questions environnementales et sociales, certaines personnes pourraient considérer nos actions ou nos inactions dans la gestion de ces questions de façon défavorable. Cela pourrait éventuellement accroître nos risques en matière environnementale et sociale.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à l'utilisation du sol, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les peuples autochtones et les répercussions sur la collectivité.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie ainsi que leurs sous-conseillers en placement sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (« ESG ») à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, nos sociétés en exploitation ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement durable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant la durabilité. Ce rapport sur le développement durable peut être consulté sur notre site Web. La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions. Les informations à fournir sont fondées sur des normes et des référentiels reconnus à l'échelle mondiale élaborés par le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (« GIFCC »), le Sustainability Accounting

Standards Board (« SASB ») et la Global Reporting Initiative (« GRI »), entre autres.

Gouvernance

Notre conseil d'administration est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui comprend les enjeux liés au développement durable et au climat. Le conseil rencontre la direction au moins une fois par année afin de discuter des plans et des nouveaux enjeux relatifs aux facteurs ESG.

Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les risques importants liés aux facteurs ESG et aux changements climatiques soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Ses responsabilités consistent notamment à s'assurer que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques environnementaux et sociaux et de définir la tolérance au risque, à s'assurer que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques et à examiner régulièrement le processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

La responsabilité de la gestion continue des occasions et des risques environnementaux et sociaux revient essentiellement à la haute direction de chacune de nos sociétés en exploitation en ce qui a trait à leurs activités respectives. Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques, y compris des risques environnementaux et sociaux. Le comité directeur du développement durable est chargé d'assurer la gouvernance centrale de la gestion en matière de durabilité dans l'ensemble d'IGM, notamment en ce qui a trait aux politiques et aux stratégies, aux objectifs et aux cibles, à l'évaluation des progrès accomplis et à l'examen des rapports et des informations à fournir au public. Notre chef de la gestion des risques supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable et de gestion des risques de l'entreprise, en faisant rapport au président et chef de la direction. Le chef des services financiers est responsable de la présentation de l'information financière, y compris de la surveillance de toutes informations financières à fournir en lien avec la durabilité future.

D'autres comités de gestion et groupes de travail supervisent également la gouvernance liée aux questions environnementales et sociales dans l'ensemble de la Société.

Risque lié au climat

Stratégie

Les occasions et risques liés au climat sont repérés et évalués au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques.

Nous avons pour priorité de répondre à la demande croissante en matière d'investissement durable et de tirer parti des occasions d'investir dans la transition vers une économie carboneutre. Nous mettons également davantage l'accent sur la sensibilisation et la communication avec la clientèle et les conseillers et conseillères à propos de l'investissement durable et des changements climatiques.

Par conséquent, la stratégie mise à jour portant sur la durabilité de la Société financière IGM présente l'action pour le climat comme l'une des trois grandes priorités. Par l'intermédiaire des activités de gestion d'actifs et de patrimoine de la Société financière IGM, cette stratégie vise l'investissement dans des solutions à long terme qui sont bonnes pour le climat afin de soutenir un avenir carboneutre.

Nos sociétés en exploitation participent activement à des groupes industriels qui soutiennent nos engagements en matière de climat en encourageant les sociétés à améliorer leur gouvernance en matière de changements climatiques, à réduire les émissions et à élargir les informations financières sur les changements climatiques.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue une priorité stratégique, et nous avons mis sur pied une équipe spécialisée au sein du centre d'excellence du développement durable de Mackenzie, laquelle sensibilise aux facteurs ESG et aux changements climatiques les groupes responsables de la gestion d'actifs. Afin de soutenir directement la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, Mackenzie a élargi sa gamme de fonds d'investissement au moyen de l'acquisition de Greenchip, une boutique de placement qui se concentre exclusivement sur les investissements thématiques visant à lutter contre les changements climatiques, de Northleaf Capital Partners, une société de capital-investissement qui détient des placements dans les infrastructures d'énergie renouvelable, du lancement de l'équipe Betterworld en 2021, qui investit dans des sociétés ayant une incidence positive sur la population et la planète, et de fonds accordant la priorité aux titres d'emprunt qui favorisent

la durabilité et qui tiennent compte des facteurs ESG, y compris les obligations vertes.

IG Gestion de patrimoine a intégré les questions environnementales et climatiques à ses processus de sélection et de surveillance de sous-conseillers, ainsi qu'à sa stratégie de développement de produits. En 2021, IG Gestion de patrimoine a lancé ses Portefeuilles Action climat IG, une série de quatre solutions gérées diversifiées qui vise à offrir à la clientèle la possibilité d'appuyer la transition mondiale vers une économie carboneutre et de profiter des occasions qui en découlent.

Nous avons mis en place pour nos fonds d'investissement des outils destinés à améliorer notre évaluation quantitative des risques et des occasions liés au climat. Ces outils analysent les émissions et d'autres données liées aux changements climatiques en ce qui a trait aux sociétés dans lesquelles nous investissons, aux catégories d'actifs et aux portefeuilles. Ce système nous permet de modéliser d'éventuels scénarios de transition et de suivre nos portefeuilles en fonction de l'objectif visant à limiter le réchauffement climatique à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels. Ce système examine également le caractère suffisant des réductions d'émissions au fil du temps pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous explorons des outils d'analyse de scénarios avec l'aide de fournisseurs externes de données afin de réaliser une analyse de scénarios liés aux changements climatiques dans l'ensemble de nos activités.

Gestion des risques

Le risque climatique est pris en compte dans les risques stratégiques et d'entreprise, mais nous reconnaissons la relation entre le risque climatique et les autres risques.

Nos risques liés au climat tiennent principalement aux risques physiques et de transition susceptibles de peser sur le rendement des placements de notre clientèle, et ainsi donner lieu à une baisse des honoraires; de nuire à notre réputation; de créer des risques de marché découlant des changements de la demande à l'égard des produits; ou d'entraîner de nouvelles exigences réglementaires, juridiques ou liées à la présentation de l'information qui peuvent avoir une incidence sur nos activités. La diversification au sein de l'ensemble de nos portefeuilles de placements nous aide à gérer notre exposition à une société, à un secteur ou à une région géographique qui pourrait être exposé aux risques liés au climat. Nous sommes également exposés à l'incidence des phénomènes météorologiques extrêmes sur nos biens, dont les activités pourraient être perturbées, et sur les évaluations des immeubles de placement et des

prêts hypothécaires de la clientèle, ce qui pourrait peser sur le rendement financier et sur la capacité d'utiliser ces éléments d'actif à long terme si une approche proactive n'est pas adoptée à cet égard.

Nos sociétés en exploitation se sont engagées à maintenir des programmes et des politiques d'investissement durable qui tiennent particulièrement compte des risques liés au climat.

Nous fournissons des données et des outils à nos équipes d'investissement pour effectuer des analyses climatiques à l'aide de données actuelles et prospectives et nous intégrons les risques importants liés au climat dans nos processus de placement et de supervision pour les sous-conseillers en gestion des placements. Dans le cadre du processus d'embauche et de l'évaluation continue des sous-conseillers, nos équipes demandent de l'information sur la façon dont les facteurs ESG, y compris les risques et les occasions liés au climat, sont déterminés, sur les processus et les outils utilisés, sur les mesures et les cibles, ainsi que sur la façon dont la stratégie et la gouvernance sont influencées. Parallèlement à l'élaboration de notre information financière relative aux changements climatiques, nous allouons plus de ressources aux secteurs tels que la formation, les analyses, les paramètres, l'établissement de cibles, la planification stratégique et le travail collaboratif avec des organisations.

À Placements Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de déterminer l'importance des risques physiques et des risques liés à la transition et de définir à quel moment et de quelle manière ceux-ci doivent être intégrés dans son processus de placement. Nous avons mis l'accent sur l'élaboration de ressources et d'outils afin d'évaluer les risques et les occasions liés aux changements climatiques pour nos portefeuilles de titres de capitaux propres gérés par Mackenzie. Grâce à ces outils, nous pouvons évaluer le lien entre les données historiques sur les émissions de gaz à effet de serre et les températures du portefeuille afin de repérer les émetteurs les plus importants et d'orienter les activités d'engagement auprès des sociétés qui font face à des risques liés à la transition. À IG Gestion de patrimoine, la direction évalue les pratiques d'investissement durable des sous-conseillers en gestion des placements, y compris l'intégration des risques liés au climat dans leurs pratiques d'investissement et de participation active.

Afin de maximiser les efforts de gérance, Mackenzie s'engage dans des discussions directes entre les gestionnaires de portefeuille et les sociétés et les

émetteurs, dans ses engagements à l'échelle de l'entreprise, ainsi que dans des collaborations avec des pairs à l'égard d'initiatives pour lesquelles la voix des investisseurs collectifs exerce une plus grande influence. Au sein d'IG Gestion de patrimoine, les sous-conseillers en gestion des placements, dont Mackenzie, sont responsables des activités relatives à l'engagement, et IG Gestion de patrimoine surveille leurs pratiques dans le cadre d'un contrôle et d'une surveillance réguliers.

Placements Mackenzie est un membre fondateur d'Engagement climatique Canada et participe au Réseau des investisseurs sur le risque climatique (« CERES »). Mackenzie et IG Gestion de patrimoine adhèrent à Action Climat 100+ et sont devenues des signataires fondateurs de la Déclaration des investisseurs canadiens sur les changements climatiques.

Mesures et cibles

Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP, dans notre

rapport sur le développement durable d'IGM et dans notre rapport sur l'investissement durable de Placements Mackenzie, disponibles sur nos sites Web. À Mackenzie, chacune des boutiques de placement est responsable de l'intégration des facteurs ESG dans son processus de placement, y compris la détermination des émissions de GES appropriées et d'autres mesures pour évaluer les risques et les occasions liés au climat dans les stratégies de placement. Les équipes ont accès aux outils et aux mesures de données ESG pour appuyer leur évaluation.

Actuellement, nous signalons des émissions de GES du périmètre 1, du périmètre 2 et du périmètre 3, dans la mesure du possible, dont une partie de nos émissions du périmètre 3 et l'intensité carbonique moyenne pondérée. Nous continuons de nous efforcer de donner des évaluations et des renseignements plus complets sur nos émissions relativement à nos portefeuilles de placements, à mesure que les outils se perfectionnent et que les renseignements se précisent.

Le cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 6,7 billions de dollars au 31 décembre 2023. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 60 % (4,0 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 2,4 billions de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 61 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec la clientèle à définir et à réaliser ses objectifs financiers. Diverses études démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent

pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 36 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,4 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2023, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 74 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 195 G\$ au 31 mars 2025, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages

de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 47 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 mars 2025.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 72 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 72 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2025. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où

l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter;

- l'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique;
- l'importance réitérée du rôle du conseiller financier;
- les politiques publiques quant à l'épargne-retraite;
- les changements au cadre réglementaire;
- l'environnement hautement concurrentiel;
- l'évolution et les changements de la technologie.

L'environnement concurrentiel

Le secteur Gestion de patrimoine de la Société financière IGM est en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Son secteur Gestion d'actifs est en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements en ce qui a trait à l'actif géré, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des clients et des clientes.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences de la clientèle pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour sa clientèle et ses actionnaires. Nous travaillons notamment à la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à notre clientèle. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers;
- une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers;
- des relations durables avec sa clientèle, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales;
- les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

Une distribution vaste et diversifiée

En plus de détenir l'une des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

Une vaste gamme de produits

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour la clientèle.

Des relations durables avec la clientèle

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers et conseillères ont tissées avec la clientèle. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

Sommaire des estimations comptables critiques

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société présentées au 31 décembre 2024.

Changements de méthodes comptables

La Société financière IGM n'a effectué aucun changement de méthodes comptables en 2025.

Modifications comptables futures

La Société assure un suivi constant des modifications proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2025, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une

incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

Transactions entre parties liées

Aucun changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles qui ont été présentées au 31 décembre 2024. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 3, 10 et 28 des états financiers consolidés de la Société contenus dans le rapport annuel de 2024 de la Société financière IGM Inc.

Données liées aux actions en circulation

Au 31 mars 2025, il y avait 236 813 464 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 mars 2025, il y avait 7 874 094 options sur actions en circulation; de ce nombre, 4 944 165 pouvaient être exercées. Au 30 avril 2025, il y avait 236 552 646 actions ordinaires en circulation et 7 864 763 options sur actions en circulation, dont 4 936 083 pouvaient être exercées.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedarplus.ca.